

**LA COLONISATION
ET LA DECOLONISATION
DE L'ALGERIE**

LA COLONISATION ET LA DÉCOLONISATION DE L'ALGERIE

(voir carte en fichier joint)

Même si les petits Algériens qui ont eu droit à aller à l'école ont longtemps appris là bas que "nos ancêtres les Gaulois, etc, etc.", on ne peut pas faire remonter l'Algérie française plus tôt que 1830. Les événements qui se passent cette année-là concernant l'Algérie et la France sont pour le moins dérisoires, mais après tout, c'est comme cela que l'histoire de cette colonisation a vraiment commencé.

UNE PREMIERE COLONISATION EN 1830 : DES POINTS D'ANCRAGE

L'Algérie de 1830 était sous domination turque. Les deys, choisis par les Turcs, gouvernaient en souverains absolus. En 1830, l'Algérie comptait environ 3 millions d'habitants divisés en quatre territoires : Alger, Constantine, Oran et Médéa.

Et voilà qu'une sombre histoire d'argent dû entre la France, le dey, et deux négociants juifs d'Alger, affaire qui traînait depuis plus de trente ans, va décider Charles X et son ministre Polignac, à soumettre Alger à un blocus maritime pendant trois ans. Le dey riposta en détruisant les comptoirs français de Bône (Annaba) et de la Calle (El Kala). Très vexé, le gouvernement Polignac décida d'envoyer une expédition militaire sous les ordres de Duperré et de De Bourmont. Le 14 juin 1830, 37 000 hommes débarquent dans la baie de Sidi Ferruch et prennent Alger.

C'est donc de 1830 que les livres datent le début de l'Algérie française. Mais il faut bien voir qu'en 1830, nous sommes encore à la fin d'une période d'anciennes colonisations, qui n'ont pas grand chose à voir avec celles qui vont bientôt suivre. Pendant trois siècles, la colonisation française avait essentiellement consisté à acquérir des places fortes au-delà des mers, qui servent de comptoirs, de bases stratégiques dont l'activité essentielle est le commerce.

Voici des extraits d'une lettre d'un jeune médecin de l'armée française d'Alger en 1831 : "Mon cher papa, quoique rien ne soit encore décidé sur l'avenir de ce pays et qu'on semble avoir pris à tâche d'empêcher tout le bien que l'on pourrait en retirer (...) on parle déjà d'établir ici un théâtre pour cet hiver ; des voyageurs, des colons, des marchands arrivent en foule tous les jours et déjà 20 000 étrangers, sans compter la garnison, sont inscrits sur les registres de la mairie d'Alger. (...) Un grand nombre de colons, séduits par les récits qu'on leur avait faits de la richesse du pays, de la promesse de leur donner des terres à cultiver, sont arrivés ici avec leurs femmes et leurs enfants. Les malheureux ont éprouvé un cruel désappointement... Maîtres depuis quinze mois d'Alger et de ses forts, les Français sont loin d'occuper autant de pays qu'ils auraient pu le faire.(...) Un grand nombre de capitalistes sont

venus ici dans l'intention d'acheter des terres et de les faire exploiter (...) les capitalistes ne veulent point faire des acquisitions avant de savoir si ce pays nous restera. (...)”

Alors que Polignac donne pour instruction de négocier la remise d'Alger contre “un léger accroissement du territoire dont la France était souveraine depuis plusieurs siècles”, sur place, le général De Bourmont entend bien ne pas rendre Alger. Par diverses initiatives, (marche sur Blida, tentative d'occupation de Bougie, débarquement d'Oran), il espère forcer la main au gouvernement. Les choses durent donc, et en 1834 est créé “le gouvernement général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique”. Ces possessions se bornaient aux environs immédiats d'Alger, Oran, Bougie et Bône.

La manie des militaires de ne vouloir en faire qu'à leur tête en Algérie va devenir une habitude. En février 1834, le général Desmichels signe un traité avec Abd el Kader. Le général annonce au gouvernement la soumission de la province d'Oran, alors qu'il a signé un traité par lequel il reconnaît la souveraineté d'Abd el Kader et où il s'engage à l'aider. Desmichels va jusqu'à fournir des armes à son allié. L'objectif est de permettre à Abd el Kader de former une armée pour combattre les milices turques et les chasser d'Algérie.

Ce qui est fait. Mais nos brillants militaires n'ont pas pensé qu'il faut ensuite mater Abd El Kader. Alors, on revient à la case départ. Parce que Paris se moque toujours de cette Algérie, et envoie Bugeaud pour mettre fin aux affrontements et renégocier avec Abd el Kader. Le 30 mai 1837 Abd el Kader et Bugeaud signent le traité de Tafna qui reconnaît Abd el Kader souverain des deux tiers de l'Algérie. Mais re, re, belote, car cette fois c'est le gouvernement à Paris qui a oublié que Bugeaud est un militaire. Et que fait Bugeaud ? Bugeaud en secret vend 3000 fusils à Abd el Kader.

Mais Abd el Kader, que tous ces généraux prennent, disons le franchement pour un con, n'a pas oublié lui ce qu'il a appris à faire avec les précédents généraux. Il prend les armes, constitue une armée de 10 000 hommes, et commence à s'attaquer aux armées du général Valée (40 000 hommes) obligées d'évacuer les postes avancés, au point qu'il doit demander des secours. A Paris, Thiers en déduit que la politique d'occupation restreinte ne tient pas la route, qu'il faut donc une occupation complète. Mais Thiers a-t-il seulement compris qu'en faisant ce choix, il fait le choix que les militaires ont toujours voulu depuis qu'ils ont débarqué en Algérie ? On peut sérieusement se le demander, quand on connaît la médiocrité du personnage. Ayant gagné le gouvernement à sa cause, Bugeaud se déclare partisan “d'une guerre acharnée faite avec de grandes forces, une grande invasion en Afrique”.

1841 :

L'EXPEDITION PUNITIVE ET LA CONQUETE MILITAIRE DU “PERE BUGEAUD”

En 1841 donc, Bugeaud en revient en effet au systèmes des colonnes expéditionnaires fondé sur la razzia et la dévastation systématique des régions insoumises. “Il ne faut pas courir après les Arabes, dit-il, il faut les empêcher de semer, de récolter, de pâturer.” Avec 100 000 hommes, sa guerre dure huit ans ; elle est particulièrement atroce. Des troupes spécialement entraînées frappent par surprise les habitants des régions fidèles à Abd el Kader, pillent, massacrent, brûlent les récoltes, abattent le bétail, réduisent les gens à la famine. On estime qu'entre 1840 et 1848 la population diminue d'un tiers.

L'historien Ageron (Que sais-je N° 400, Histoire de l'Algérie contemporaine) précise que “la conquête a été menée par des troupes d'appelés auxquelles on imposait pour les endurcir les plus rudes épreuves. La répression disciplinaire admettait même, au moins dans certains corps "d'infâmes supplices"(c'est le mot officiel). Mais au combat ou dans la razzia le commandement fermait les yeux sur les pires excès.”

Abd el Kader se rend le 23 décembre 1847. Seuls restent insoumis les massifs montagneux kabyles. Le pays est ravagé. A Paris, un démocrate, Tocqueville s'indigne : “Nous avons réduit les établissements charitables, laissé tomber les écoles, dispersé les séminaires. Autour de nous les lumières se sont éteintes, le recrutement des hommes de religion et des hommes de loi a cessé, c'est-à-dire que nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée, plus ignorante et plus barbare qu'elle n'était avant de nous connaître.”

Au fur et à mesure que les troupes de Bugeaud ont nettoyé, si on ose dire, le terrain, des colons ont commencé à s'installer, et le gouvernement à donner des terres. Les familles ont droit à un voyage gratuit de Toulon ou Marseille jusqu'à Alger. Elles doivent recevoir sur place pour une valeur de 600 francs de l'époque en matériaux à bâtir, des semences, des arbres, et l'armée peut dans certains cas défricher un ou deux hectares. Au départ de Bugeaud, en 1847, on compte une population de 109 000 Européens dont 47 000 Français.

Seulement, pour ces milliers de gens, il s'avère que le discours gouvernemental est aussi mensonger que la rumeur sur les richesses du pays qui avait couru en 1830. Les plaintes s'accumulent et il faut ouvrir une commission d'enquête. On y lit que “les semences ont été distribuées avec une parcimonie et une négligence telles que les colons n'ont pu ensemercer que très imparfaitement leurs jardins... La plupart d'entre eux se sont vus contraints d'en faire venir de France à grands frais... Les instruments qui ont été distribués étaient défectueux...” Et même ceci : “Un an après l'arrivée des colons, un très grand nombre d'entre eux, des hommes mariés, et presque tous les célibataires n'ont pas encore leurs maisons...”

1848 : BAGNE POUR LES UNS, TERRES OFFERTES POUR LES AUTRES, LA COLONISATION CAPITALISTE COMMENCE

La révolution qui se produit à Paris en 1848 et restaure la République donne aux colons français le droit de vote et d'envoyer à Paris 3 ou 4 députés. Et la répression qui suit la montée ouvrière va être l'occasion pour cette République de prendre comme décision de se débarrasser d'une partie de ses propres citoyens. Ouvriers et artisans parisiens au chômage qui avaient participé de près ou de loin à l'insurrection contre la misère se voient voter un budget de 50 millions pour débarrasser le plancher de la capitale bourgeoise.

20 000 pauvres gens n'ont pratiquement que ce choix. Voici ce qu'en dit l'historien Ageron : “Abandonnés à eux-mêmes dans des conditions difficiles, ces colons improvisés, dont la plupart n'entendaient rien aux travaux de la terre (tel “avait une peur affreuse de son boeuf !”) endurèrent un inutile calvaire. Ils comptèrent vite 3 000 morts et 7 000 regagnèrent la France.”

A moitié grugés par les promesses de l'Etat ou carrément jetés en pâture, les petits colons de cette première génération vont ensuite voir débarquer des gens d'une toute autre envergure. Avec le Second Empire et Napoléon III, à partir de 1851.

Parallèlement à l'essor économique en métropole, le Second Empire attribue des domaines immenses cette fois à des sociétés. En dix ans, quelques 50 000 hectares sont donnés à 51 sociétés. De plus, 160 000 hectares de forêts de chênes-lièges sont pratiquement offerts aux sociétés d'exploitation. Il suffit en effet qu'il y ait un incendie sur une parcelle pour que le gouvernement offre gratuitement la partie incendiée et un tiers du reste.

C'est donc l'exploitation capitaliste de l'Algérie qui commence lentement. Même si on ne sait pas encore bien ce qui peut être rentable. On pense d'abord à produire des denrées tropicales. Ca ne marche guère. Alors on introduit le coton. Cela réussit jusque 1867, et puis d'un coup le coton s'effiloche. Le tabac, les plantes à parfum sont aussi essayées. Et on finit par s'apercevoir que c'est le blé qui donne le meilleur bénéfice.

A partir de là, des travaux importants sont lancés : réseau de routes, lignes de chemins de fer, barrages en vue de l'irrigation, et travaux d'assèchement dans la Mitidja. Parallèlement une grande banque se constitue et prospère, la Société Générale algérienne, chargée de faire des prêts, et qui reçoit en cadeau de l'Etat 100 000 hectares, qu'elle sous-loue à des fellahs, les paysans algériens.

C'est de cette époque que date en fait le véritable départ de la colonisation moderne capitaliste, celle qui consiste à exporter des capitaux à la recherche de taux de profit supérieurs à ceux de la métropole. C'est en 1865 qu'une grande compagnie industrielle s'installe vraiment en Algérie même : le baron Léon de Nervo, vice-président de la compagnie minière Denain Anzin, de la famille Talbot, l'un des fondateurs de la Société Générale, crée la Compagnie des minerais de fer magnétique de Mokta El Hadid.

L'Algérie, très tôt colonisée du point de vue du peuplement, est une exception dans l'empire colonial français. Napoléon a des idées sur le problème particulier que posent les rapports entre les populations indigènes et les colons. Soucieux d'éviter une reprise des combats, il prétend assurer une place à la population indigène : "La terre d'Afrique est assez vaste, dit-il. Les ressources à y développer sont assez nombreuses pour que chacun puisse y trouver place et donner un libre essor à son activité, suivant sa nature, ses moeurs et ses besoins." "Aux indigènes, précise Napoléon, l'élevage des chevaux et du bétail, les cultures naturelles du sol. A l'activité et à l'intelligence européennes, l'exploitation des forêts et des mines, les assèchements, les irrigations, l'introduction des cultures perfectionnées, l'importation de ces industries..."

Les paysans algériens, les fellahs, survivent comme ils peuvent. De novembre 1867 à juin 1868, pendant huit mois, une famine terrible va s'abattre sur l'Algérie intérieure. Il y a 5 ou 600 000 morts. Le quart de la population algérienne. Les gens meurent de typhus, de choléra pour les uns, de faim pour les autres. La France envoie une commission d'enquête. C'est le capitalisme qui tue, en masse. Car on a remplacé les cultures traditionnelles par des grains, et les grains sont tous envoyés à l'exportation. On incrimine la sécheresse et les invasions de sauterelles... Et on reprend les choses comme avant, sans rien changer. Simplement, les organismes militaires qui sur place, en Algérie, encadrent les fellahs, et s'intitulent les Bureaux arabes, sont maintenant surnommés à Paris les "bourreaux d'Arabes".

LES COLONS : DES PETITS BOURGEOIS CONQUERANTS QUI SE CROIENT SEULS UTILES ET INDISPENSABLES

En Algérie, les colons incriminent eux, "le communisme arabe" comme responsable de la famine. La preuve ? Eux qui ont apporté la propriété privée, ils sont bien vivants ! Les colons ne peuvent évidemment que se sentir en insécurité permanente et ne rêvent que d'une chose : pousser la colonisation au plus vite, et ne pas avoir à tenir compte des Musulmans auxquels on ne comprend pas que le gouvernement français puisse laisser encore louer quelques terres, même mauvaises. Ils rêvent aussi, les colons, de pouvoir devenir suffisamment forts pour pouvoir se passer des militaires, car ceux ci sont suspects à leurs yeux de faire la politique de Paris, ou d'avoir leurs propres intérêts.

Ce rêve sera toujours devant leur nez, jamais atteint et toujours désiré, car il n'est ni plus ni moins qu'un mirage. Les colons ne veulent pas voir qu'ils sont en territoire étranger, bref qu'ils sont des colons.

Opposés donc par principe à Paris, comme le régime est impérial, ils se disent républicains. Lorsque l'Empire s'effondre en 1870, c'est l'explosion de joie chez les colons. Des comités se forment pour proclamer l'indépendance. Le général Durrieu, gouverneur intérimaire, est remarqué de force par les colons, qui se sont constitués également en milice.

1870 : UNE COMMUNE INSURRECTIONNELLE ALGERIENNE

Mais les colons ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Ce n'est vraiment pas le moment de se passer des militaires. La population musulmane a entendu dire que la puissance coloniale française vient de subir une véritable déculottée de la part des Prussiens. Ils ont appris que "Le sultan" des français, Napoléon, est prisonnier et que la France n'a plus de chef. Et voilà que sous leurs yeux, les généraux qui les intimidaient depuis des années doivent rembarquer comme des malpropres. La peur disparaît dans le camp algérien. Les colons vont maintenant découvrir leur existence.

Les chefs traditionnels de la société musulmane n'étant capables que de se jalouser, on voit se former au sein même de la population des "ligues de paysans et de prolétaires", c'est leur nom. C'est un peu une Commune de Paris populaire algérienne qui se forme. Ce sont des assemblées souveraines qui se réunissent et décident de tout, y compris sur le problème essentiel de la guerre contre ces Français qui les oppriment avec la complicité des chefs religieux musulmans. Et ces assemblées élisent en leur sein de nouveaux chefs, procèdent à la surveillance des caïds, leurs infligent des amendes, saisissent les biens des récalcitrants et de ceux qui ne rejoignent pas la cause commune.

La Grande et la Petite Kabylie, le Sahara Occidental, la plaine du Hodna, voient 800 000 habitants se soulever et s'organiser, former 100 000 combattants. La lutte va durer sept mois. Sans armes, sans direction centralisée, le mouvement va s'épuiser.

La répression est terrible ; elle vise à obtenir un effet de terreur. On inflige aux rebelles des amendes de guerre et on leur enlève 446 000 hectares. Pour la population insurgée, le coût de la guerre se monte à près de 65 millions de francs, soit 70,4 % de son maigre capital.

C'est en réalité de cette répression que date le vrai contentieux de la population algérienne. Jusque là ce qui s'était passé n'avait concerné que des armées de professionnels de la guerre. Désormais, c'est au coeur de la population qu'est ancrée la révolte. Apparemment matée, pacifiée, l'Algérie devient "une petite république française".

DE 1870 A 1900,

LA COLONISATION S'INTENSIFIE EN ALGERIE ET S'ETEND AILLEURS

Alors que durant les quarante premières années de colonisation, un peu moins de 500 000 hectares avaient été colonisés, l'effort de colonisation des terres va aller maintenant quatre fois plus vite. Les colons vont acquérir en vingt ans, de 1870 à 1890, un million d'hectares.

L'afflux reste en majorité français, mais on voit aussi venir des ouvriers agricoles espagnols ou maltais. Jusqu'en 1880, le blé reste la véritable plante de colonisation. Seule cette culture du blé permet au petit colon sans capitaux de s'installer. Mais après la multiplication des comptoirs agricoles et la baisse mondiale des cours des produits céréaliers, les colons vont tenter la culture de la vigne. La ruine du vignoble français par le phylloxera leur offre une chance. Grâce à des crédits très avantageux, les vignes s'implantent. Et on atteint en 1890, 110 000 hectares, 167 000 en 1907. Certains centres de colonisation, certaines villes sont littéralement bâtis sur des barriques de vin.

Nous entrons maintenant dans une nouvelle période de l'histoire du capitalisme. De 1880 à 1900, le domaine colonial français passe de 700 000 km² à 3,7 millions de km². Et les populations soumises de 7,5 millions d'habitants à plus de 56 millions d'habitants. C'est une véritable course aux colonies qui est engagée, et la carte des soi-disant terres vierges rétrécit de mois en mois. Ce sont les trusts tout nouveaux nés, qui poussent et accélèrent ce partage territorial du monde.

LES TRUSTS ET LE CAPITAL FINANCIER ENTRENT EN SCENE, UN PROLERIAT SE CONSTITUE AUX COLONIES

Maintenant, la conquête se fait directement sur le terrain financier. En Tunisie, par exemple, la Compagnie des Batignolles obtient la construction de 1 600 km de chemins de fer, sur le dos de concurrents italiens et anglais. Après quoi, il sera relativement facile à la France d'exercer sa main mise politique.

Au Maroc, c'est la même chose, la pénétration française commence à la fin du siècle. Jaluzot, fondateur du Printemps, Peytel président de la raffinerie de sucre Say et du chemin de fer de l'Ouest algérien, la Banque de Paris et des Pays Bas, Schneider, Charles-Roux de la Société Marseillaise de Crédit et de la Compagnie Générale Transatlantique, se sont alliés dans un Comité financier. C'est cette poignée de capitalistes qui joue le rôle qu'on a vu jouer en 1830 par les 47 000 soldats et commerçants français quand ils débarquèrent pour la première fois à Alger.

La pénétration du capital financier est bien plus efficace que celle des commerçants et des armées. Il suffira qu'en 1905 des intérêts dus par le Sultan du Maroc ne soient pas payés à l'heure dite, pour que la France impose son protectorat, en clair sa domination politique, sur

le pays. Paradoxalement, les trusts semblent négliger l'Algérie. C'est tout juste si, en 1900, est créée la Société Nord Africaine des ciments Lafarge, qui construit quatre cimenteries. Puis Penarroya exploite des mines de plomb et de zinc, avec de la main d'oeuvre indigène et l'aide de la Légion.

En fait, ils considèrent l'Algérie comme acquise d'avance à leurs visées, puisque occupée militairement et aussi colonisée humainement depuis 70 ans : l'urgence est de gagner la course de vitesse internationale pour de nouveaux territoires et de nouveaux marchés. Il sera toujours temps de venir établir sa domination en Algérie même un peu plus tard. Là, la partie est gagnée d'avance, car se sont des petits capitalistes voire des tout petits qui s'y trouvent. Effectivement, à la veille de la première guerre, en 1914, il n'y a plus que 40 % de propriétaires ; les deux cinquièmes des colons ou des descendants des premiers colons sont maintenant salariés.

L'espoir de devenir propriétaire, la raison même qui attire le colon, est supprimé. Il n'y a plus possibilité d'obtenir un petit lopin de terre pour y bâtir une fortune. Le lopin est d'avance coïncé, concurrencé, et risque d'être avalé et de vous transformer en prolétaire. Effectivement, le mouvement de colonisation se tarit, au fur et à mesure que s'opère la concentration des terres. Rien n'arrête ce processus, et en 1930, il n'y aura plus que 26 000 propriétaires de terres européens.

Un autre phénomène intervient : c'est l'apparition des villes. La ville attire plus de monde que la campagne : des fonctionnaires, des commerçants. C'est en ville que ces populations d'origine diverses se brassent et forment une communauté. 260 000 personnes immigrèrent dans les villes entre 1870 et 1900.

Le nombre d'immigrants d'origine non française pose un problème à l'Etat français. Pas raciste pour un sou quand il s'agit de consolider sa puissance coloniale, il décide en 1889 de transformer systématiquement en citoyens français tous les enfants qui ne s'y opposeraient pas : c'est la naturalisation automatique, après celle des juifs.

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE. FRUIT DIRECT DE LA COURSE AUX COLONIES

A partir de 1898, la France et l'Angleterre sont "au contact", comme on dit pudiquement en termes militaires, pratiquement aux quatre coins du monde. Des incidents éclatent en Egypte, à Terre-Neuve, dans l'Afrique occidentale, au Siam, en Abyssinie, en Chine. Le contact devient crise à propos du Maroc, et il s'en faut de peu que la première guerre mondiale n'éclate entre les deux vieilles puissances impérialistes.

Finalement, l'Angleterre et la France réussissent à se mettre d'accord dans leurs rapines : la France abandonne provisoirement l'Egypte, en échange de quoi l'Angleterre laisse tomber ses prétentions sur le Maroc. Mais ce sera reculer pour mieux sauter.

La course aux dernières conquêtes devient hallucinante. De 56 millions d'habitants donc en 1900, l'Empire français passe à 67 millions à la veille de 1914, et de 3,7 millions de km², il est passé à 12,3 millions de km². C'est le summum de la folie coloniale, avec son cortège d'horreur, le travail forcé et gratuit en Afrique noire notamment. En fait

l'impérialisme s'habille de la chair des colonies en prévision de la guerre inévitable et imminente.

La guerre va venir du côté de l'outsider, l'Allemagne, à qui le développement économique et les trusts imposent le même besoin de colonies, pour trouver des matières premières bon marché, des salariés à exploiter, des débouchés à ses entreprises, ou simplement de la chair à canon.

Après 1870, 1914 va être un nouveau coup de tonnerre dans l'histoire de l'Algérie. La France recrute 175 000 musulmans pour les envoyer sur le front de l'Est ; 25 000 y mourront. Mais les survivants se souviennent de ce qu'ils ont vu. De même 119 000 travailleurs algériens vont en métropole pour soutenir l'effort de guerre dans les usines et les entreprises.

LA GUERRE ACCELERE L'HISTOIRE : LES PREMIERS MILITANTS COMMUNISTES

Certains vont avoir des contacts avec le mouvement communiste naissant en France. Quelques uns vont même participer aux mutineries dans la flotte d'intervention envoyée contre la révolution russe, en Mer Noire. Au printemps 1919, la vague de grèves qui touche la France s'étend en Algérie. Lors des 1er mai 1919 et 1920, des milliers d'Algériens défilent à Alger et Oran. En Algérie, en ce début des années vingt, les premiers militants communistes se forment donc. En France, le Parti communiste dispose déjà d'une force et d'une audience relativement plus importante. C'est sans doute parmi les ouvriers algériens émigrés en France que les possibilités de créer un véritable parti ouvrier révolutionnaire nord africain sont les plus grandes.

Les Algériens en France sont 100 000 en 1923. Tout naturellement les militants algériens les plus actifs se retrouvent autour du Parti communiste et de la CGTU, les deux seules organisations qui dénoncent sans concession l'oppression et l'injustice coloniales, et luttent pour l'égalité de traitement des travailleurs de toutes nationalités. Le PCF a aidé les premiers noyaux de travailleurs immigrés coloniaux à s'organiser sur les bases de l'internationalisme prolétarien, dans une Union intercoloniale qui édite un bulletin, "Le Paria". Dans les locaux de sa "section coloniale", se croisent des Indochinois comme Nguyen Ai Quoc (futur Ho-Chi-Minh) des Algériens comme Hadj Ali Abdelkader (petit fils d'Abd el Kader). De son côté, la CGTU voit affluer des centaines d'ouvriers algériens dont certains assument des responsabilités syndicales auprès de leurs camarades avant d'être gagnés aux idées communistes.

En 1924, le Parti communiste présente à Paris, aux élections législatives, la candidature d'un militant algérien, Hadj Ali Abdelkader, pour le principe. Cela lui vaut le respect de nombre de maghrébins, y compris parmi les nationalistes. En 1924, les militants algériens de l'Union intercoloniale fondent à Paris une nouvelle organisation, l'Etoile nord africaine. Sur 28 membres de la direction de l'Etoile, 16, dont le président Hadj Ali Abdelkader, sont membres du PCF. Messali Hadj, que nous retrouverons, fait lui aussi ses premières armes dans les rangs du PCF qui l'envoie suivre les cours de l'école de cadres communistes de Bobigny.

1924, LE TOURNANT : LA DESTINÉE DES JEUNES PARTIS COMMUNISTES COLONIAUX AUX MAINS DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

Mais dès la fin de l'année 1924, la direction du jeune parti communiste de France est d'ores et déjà modifiée. A peine assurée de la mort de Lénine, la bureaucratie stalinienne s'est empressée d'envoyer des émissaires faire un nettoyage anti-trotskyiste à Paris. Et dès 1924, Cachin, socialiste chauvin pendant la guerre, est renfloué, pour exclure Souvarine, Rosmer et Monatte.

Le tournant politique n'est ni évident, ni apparent. Ce qui change, ce sont d'abord les méthodes. Monatte et Rosmer parlent d'une mentalité de chambrée qui se crée et de moeurs de sous officiers qui s'instaurent. "Capitaine, vous avez raison" et on obéit sans comprendre.

En 1924-1925, le PCF mène une campagne active contre la guerre du Rif au Maroc. Des bandes de paysans des montagnes du nord du pays ont mis en déroute l'armée coloniale espagnole, puis l'armée française. Dès l'entrée en guerre de la France, le Parti communiste lance ses militants dans une campagne de propagande et d'agitation contre la guerre. Les Jeunesses communistes appellent les soldats à refuser collectivement d'obéir aux gradés, à fraterniser avec les combattants rifains. Le 12 octobre 1925, une grève politique est organisée contre cette guerre coloniale.

En 1926, Messali Hadj devient l'un des dirigeants les plus influents de l'Etoile nord africaine et donne au mouvement un caractère plus radical. Chadly Khayrallah, son président, déclare en février 1927 "qu'il fallait mener la lutte pour l'indépendance en se plaçant sur le terrain du nationalisme révolutionnaire."

Les appels de l'Etoile nord africaine à la révolte contre l'oppression coloniale, exigeant le départ immédiat des troupes françaises et l'indépendance des colonies, rencontrent un écho parmi les ouvriers algériens en France.

Les militants de l'Etoile, organisés en petits groupes de propagandistes, entreprennent la prospection systématique des cafés et des foyers fréquentés par les travailleurs algériens. Ils multiplient les contacts avec les syndicats des entreprises où la main d'oeuvre algérienne est nombreuse. Cette politique commence à être payante et l'Etoile revendique 3500 adhérents en 1927. Le Parti communiste fournit à l'Etoile une aide matérielle, mettant ses locaux à sa disposition et assurant l'impression de sa presse.

Mais fin 1927, il y a des frictions. Messali Hadj est réticent à l'emprise du Parti communiste sur l'Etoile. Et il y a sans doute matière à cela car le Parti communiste est maintenant plus fortement marqué par le stalinisme. Il y a aussi, derrière ces réticences, un contenu politique nationaliste. Les dirigeants de l'Etoile nord africaine mettent de plus en plus l'accent sur les traditions algériennes et notamment sur les références à l'Islam. Mais le PC exige purement et simplement que la direction de l'Etoile se soumette à ses directives.

La crise mondiale qui éclate en 1929 va affecter l'Algérie : les paysans pauvres sont chassés des campagnes, et se retrouvent chômeurs en ville. Le chômage s'étend en France, provoquant le retour d'une partie des immigrés. C'est pourquoi l'Etoile lance un nouveau journal, destiné à la fois à l'émigration et à l'Algérie. Le nom du journal reprend le mot employé pour désigner la communauté islamique : El Ouma.

Voici le texte d'un tract diffusé par le Parti communiste dans Alger à l'occasion des fêtes du centenaire de la présence française, en 1930 : "Après avoir pénétré dans votre pays, après avoir tué vos familles et brûlé vos récoltes, après avoir volé vos terres, la colonisation française vous a donné l'ignorance, le vin, le libertinage, l'oppression odieuse. Vous vous entretuez (Maroc, Syrie), vous faites six mois de service de plus que les soldats français. L'autorité vous considère comme des esclaves et les colons fêtent votre esclavage par un centenaire. Le 1er mai, vos frères les travailleurs français manifesteront contre leur bourgeoisie, fraternisez avec eux, manifestez contre le centenaire, contre votre prise en esclavage, contre la colonisation française."

En Algérie, maintenant, dès 1931, un militant réussit à organiser un certain nombre de cellules dans la Casbah d'Alger et plusieurs cellules ouvrières d'entreprise sur la base des idées communistes. Elles diffusent aussi bien "El Ouma" qu'un matériel de propagande recopié sur celui du Parti communiste.

Dans le petite bourgeoisie, des partis politiques nationalistes sont en train de naître : la Fédération des élus indigènes, dirigée par un jeune pharmacien, Ferrat Abbas, qui regroupe depuis 1927, ceux que les Français appellent "les évolués", car ils ont pu suivre des études et accéder aux rares postes réservés aux indigènes dans l'administration du pays. En 1931, les Oulémas, c'est-à-dire les théologiens et lettrés musulmans forment une autre organisation, l'Association des Oulémas. Ayant étudié dans les universités du Caire et de Tunis, les Oulémas revendiquent l'existence d'une patrie algérienne et son appartenance à l'Islam. Ces deux partis, à l'inverse de l'Etoile ne revendiquent pas l'indépendance. Ils croient leur reconnaissance sociale accessible dans les cadres imposés par la France.

1933 : UNE PREMIERE RUPTURE ENTRE NATIONALISTES ET STALINIENS

Entre le Parti communiste et l'Etoile, c'est la rupture. En mai 1933, une assemblée générale met définitivement au point le programme de l'Etoile. - 1 : indépendance de l'Algérie. - 2 : retrait total des troupes d'occupation. - 3 : construction d'une armée nationale. Suit une série de revendications immédiates : suppression des discriminations, liberté de voyage, de presse, de réunion, accession des Algériens à toutes les fonctions publiques, application à l'Algérie des lois sociales, etc.

L'Etoile s'affirme non plus comme une organisation anticolonialiste mais comme un parti politique. La double appartenance à l'Etoile nord africaine et au Parti communiste est interdite et certains militants sont exclus. Mais pendant encore deux ou trois ans, des liens demeurent entre militants.

A partir de juin 1934, tous les partis communistes changent radicalement de politique sous la direction stalinienne. L'Internationale communiste demande en effet à ce que soient constitués des fronts antifascistes avec les socialistes réformistes et même les bourgeois influençant les classes moyennes.

Sous l'apparence de lutte contre la menace fasciste, c'est surtout sa propre situation que la bureaucratie de l'URSS veut protéger. Elle choisit d'essayer de se faire des alliés dans la bourgeoisie occidentale. Moscou veut donner des gages à la bourgeoisie et lui prouver que les PC ne feront rien pour empêcher l'effort de guerre et la défense nationale... à condition d'être dans le même camp dans la guerre qui s'annonce.

Pour le Parti communiste en France, l'alignement derrière Moscou va signifier un brusque revirement envers les pays colonisés. Il faut que tous participent à l'effort de guerre contre le fascisme, que rien ne vienne affaiblir la défense nationale. Il ne pourra plus être question d'indépendance nationale. Or c'est dans ce contexte qu'éclate la vague de grèves de 1936.

Très vite, cette vague de grèves se répand dans les colonies, en Indochine, au Liban, en Syrie et en Algérie. A Alger, le Parti communiste qui s'appelle alors "la Région algérienne du Parti communiste", a vu ses voix aux élections passer de 400 à 4 500 voix. Les ouvriers occupent là aussi usines, ateliers, bureaux, magasins.

A Oran, dans l'usine de tabac Bastos, ce sont à 90 % des femmes qui travaillent, près d'un millier. Ce sont pour moitié des Algériennes, et pour moitié des Espagnoles. Elles occupent les usines pendant 40 jours, ravitaillées par dessus les murs par des ouvriers solidaires de leur mouvement. Par leur luttes, les ouvriers d'Algérie obtiennent souvent de faire céder leurs patrons sur la journée de huit heures, les congés payés, des salaires multipliés par 5, 6 ou 8.

Le mouvement touche aussi les campagnes où des paysans algériens s'emparent de terres appartenant aux riches colons. Dans la région de Koléa, c'est Mohamed Marouf, l'un des fondateurs de l'Etoile nord africaine, qui jette les bases de l'organisation des ouvriers agricoles.

On peut lire dans une circulaire du préfet d'Alger adressée au gouverneur général de l'Algérie le 8 juillet 1936 : "La propagande communiste exercée depuis un certain temps dans les milieux indigènes a produit ses résultats. Les indigènes ouvriers agricoles ou industriels qui ont pris part aux meetings organisés par les groupements extrémistes de gauche, ont été invités à se syndiquer et à obtenir par leur cohésion, la force du nombre et la grève, des revendications collectives. (...) Ces idées répandues sous des formules simplistes, "la paix, le pain, la liberté", ont fait naître chez les indigènes l'espoir qu'ils pourraient récupérer les terres des colons et devenir eux-mêmes propriétaires. Ainsi, dès que les premières grèves ont éclaté en France, les agents de propagande, européens et indigènes, ont parcouru la Mitidja et le Sahel et ont immédiatement déclenché le mouvement. (...)”

En 1935, le nombre de syndiqués était de 10 000, essentiellement des Européens. Fin 36, la CGT et la CGTU réunifiées comptent 60 000 syndiqués. Le Parti communiste en Algérie passe de 500 membres, européens eux aussi, plus une poignée de clandestins algériens, à 5000 membres dont la moitié d'Algériens, en six mois, de juin à décembre 1936.

Les militants algériens qui étaient contraints à la clandestinité dans leur syndicat, sortent de l'ombre et participent à la direction des luttes. Mohamed Nafaa, surnommé "Hadj Moscou", organise les luttes des dockers ; Ahmed Ghemoul, celles des traminois.

La victoire en France du Front populaire, a fait naître l'espoir que la situation en Algérie va changer. La Fédération des élus et les Oulémas forment avec le parti communiste en Algérie, un front populaire algérien qui prend le nom de Congrès musulman. Ils revendiquent le rattachement pur et simple de l'Algérie à la France et l'égalité des droits entre Français et Algériens.

1936 : LE PCF ET LE PCA OUVERTEMENT NATIONALISTES FRANCAIS ET CONTRE L'INDEPENDANCE ALGERIENNE ; NAISSANCE DU PPA

Les promesses de "justice pour les indigènes" qui sont dans le programme du front populaire français ne sont pas tenues. Et cela devient très vite une évidence pour tous les Algériens. Le ministre chargé des colonies, le socialiste Marius Moutet, prévoit juste d'élargir le droit de vote à une élite algérienne de 20 000 personnes.

Pour le Parti communiste, il est difficile de déclarer purement et simplement qu'il n'est plus un parti anticolonial, face à ses militants encore marqués par la politique de la décennie précédente. "Si la question décisive du moment c'est, déclare t-il, la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme."

Les riches colons se sont eux massivement ralliés aux organisations fascistes telles que les Croix de feu de De La Rocque, le Parti populaire français de Doriot et le Front paysan de Dorgènes. A Oran, les Croix de feu disent réunir 25 000 membres dont 2000 "indigènes". En tous cas, les colons ont leur troupes de choc et n'hésitent pas à faire appel aux plus déshérités des Algériens prêts à se vendre. Les colons sont armés, et entretiennent de telles relations avec l'armée qu'ils peuvent impunément exercer leur loi, voire obtenir l'appui de l'aviation ou des blindés sur commande. En mars 1937, ils s'attaquent aux grévistes des mines de phosphates du Kouif, laissant cinq morts derrière eux. Le même mois, ils s'attaquent à des manifestants à Sidi Bel Abbès, 2 morts. En août, c'est un camion qu'ils lâchent dans une pente pour qu'il vienne s'écraser sur un rassemblement de dockers, à Mostaganem.

En octobre 1937, le PCF transforme la "Région algérienne du Parti communiste français" en Parti communiste algérien, le PCA. Mais ce jeune PC algérien va commencer sa vie en ayant pour tâche de mener une campagne contre les courants qui sont pour l'indépendance. Il déclare : "Concevoir l'indépendance de l'Algérie sans l'alliance franco-algérienne, en face d'un fascisme international agressif et assoiffé de conquêtes coloniales, c'est fou et c'est criminel. C'est faire le jeu du fascisme international que de se livrer à des provocations en réclamant l'indépendance."

Du coup l'Etoile nord africaine se retrouve le seul parti à conserver la revendication d'indépendance. Messali Hadj dénonce la plate-forme du front populaire algérien, le Congrès musulman, qui demande le rattachement à la France.

A Paris, le Front populaire annule les conquêtes des grévistes algériens, la journée de huit heures, les congés payés arrachés dans les luttes aux patrons européens. Tandis qu'en France les conventions collectives entérinent les conquêtes ouvrières, dans les colonies elles ne sont pas accordées et les patrons retrouvent tous leurs droits. Pour se justifier, l'administration coloniale explique que "les masses ouvrières ne sont pas suffisamment évoluées pour être représentées sur le même pied d'égalité que les organisations patronales." Et quand le mouvement des masses est retombé, la répression passe à l'action.

Dès janvier 1937, le gouvernement de Léon Blum avec l'aide d'une campagne active du PC contre les nationalistes-fascistes, dissout l'Etoile. Le 18 juin, à Nanterre, Messali répond en créant le Parti populaire algérien, le PPA, clandestin, et transfère son siège à Alger.

Le 1er juillet 37, on peut lire dans "El Ouma", le journal du PPA, cette déclaration de Messali :

"Je crois que tous les Algériens sont d'accord pour constater que l'ex-gouvernement de Front populaire n'a rigoureusement rien fait en Algérie. Nous avons été trahis à la fois par le Front populaire qui était tout heureux de trouver les masses nord africaines le 9, le 12 février 1934, le 16 février 1936 ; et par les partis politiques de la majorité. Ni à droite, ni à gauche, il suffit d'être algérien et musulman."

Messali est arrêté en août mais il a beaucoup appris dans le jeune Parti communiste. Il se fait élire bien qu'emprisonné, comme conseiller général en octobre 1937.

LE SENTIMENT NATIONAL ET LA POLITIQUE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

L'idée que luttes d'émancipation nationale et luttes de classe doivent être menées de front pour aboutir à une réelle émancipation, cette idée est galvaudée, trahie par le stalinisme. Le jeune mouvement révolutionnaire algérien, pourtant issu du mouvement ouvrier, va s'engager dans une voie strictement nationaliste. Cette bifurcation s'opère en Algérie, mais aussi pour des dizaines de peuples coloniaux, en Afrique, en Asie et aux Amériques.

Le sentiment national a pourtant un caractère positif, révolutionnaire même, dans la mesure où il touche l'ensemble de la population, jusqu'aux plus simples des opprimés et des travailleurs. Un véritable parti communiste aurait donc eu à lutter pour l'émancipation nationale, tout en menant une lutte politique incessante contre les organisations petites-bourgeoises nationalistes comme le PPA. Un parti ouvrier révolutionnaire aurait cherché à pousser les masses à mettre un contenu social, touchant à leurs conditions concrètes de vie et de travail, dans leurs revendications. Il aurait ainsi cherché à montrer ainsi la différence entre lui et les partis nationalistes, au contraire soucieux de ne parler que d'une lutte soi-disant unitaire, sans distinguer les intérêts de classes pourtant bien différents.

Lénine et Trotsky avaient aussi expliqué au 2e Congrès de l'Internationale Communiste, dans leurs "Thèses sur les questions nationale et coloniale" : "La pierre angulaire de la politique de l'I.C., dans les questions coloniale et nationale, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales, ni l'inégalité."

Au lieu de ce rapprochement, la situation bouleversée de toute la planète que va engendrer la seconde guerre mondiale, va, malheureusement pour tous les peuples, voir ceux ci engager des combats simultanés mais indépendants, isolés les uns des autres, sans coordination. Au lieu d'une montée générale, unique, d'un mouvement révolutionnaire colonial, c'est une série de révolutions coloniales nationales et isolées qui va secouer le monde impérialiste, sans parvenir à toucher à ses fondements.

En Algérie, la rupture est consommée entre le PCA et le PPA, le nouveau parti de Messali Hadj. La plupart des membres algériens du PCA rejoignent le PPA. Le PCA cherche à les récupérer, ou à enrayer l'hémorragie, en traitant Messali de fasciste. Messali réplique en accusant le PCA de trahison. A l'approche de la guerre, la répression se durcit contre les

militants du PPA ; beaucoup sont emprisonnés dès 1938. En septembre 1939, les deux partis, PPA et PCA sont interdits.

LA DEUXIEME GUERRE JETTE LES PEUPLES COLONIAUX DANS LES BRAS DES DIRECTIONS NATIONALISTES

Les grandes puissances impérialistes se lancent donc dans une nouvelle guerre de partage du monde sans qu'aucun parti ouvrier ne propose une alternative aux travailleurs du monde entier à cette boucherie pour le profit la bourgeoisie.

En France, les tentatives dirigées par Trotsky pour créer le noyau d'un parti révolutionnaire avec les membres de la Fédération socialiste de la Seine, groupés dans la fraction Bolcheviks-Leninistes, et les membres des JC et du PC déroutés par le tournant de leur parti ont échoué. Trotsky lui même est assassiné en août 1940 au Mexique, par les hommes de Staline.

Le prolongement puis la fin de la guerre provoquent une vague de soulèvements des peuples coloniaux. En Inde, dès 1939, en Irak, en 1941, en Syrie et au Liban, la même année, deux pays auxquels le Front populaire avait promis l'indépendance sans tenir son engagement.

En Indochine, sous la direction d'Ho Chi Minh, camarade de Messali au sein de l'Union intercoloniale du PC en France, en Indonésie, sous la direction de Soekarno, issu de la même Union intercoloniale et en Birmanie, en 1943.

En Algérie, la défaite de la France face à l'Allemagne, en 1940, ne provoque pas de réactions immédiates. Les colons sont dans l'ensemble plutôt favorables au maréchal Pétain. Les Algériens sont écrasés sous le poids de l'effort de guerre et de toute façon indifférents au fait d'être dominés par des militaires plutôt que des civils, de se faire exploiter pour les intérêts allemands plutôt que français.

Condamné à 16 ans de travaux forcés, Messali Hadj dirige le PPA depuis sa prison d'Alger. Pour lui, il n'y a "aucune préférence à avoir pour aucun des impérialistes". Il fait exclure, en 1939, des rangs du PPA une partie des militants qui voulaient en se tournant vers l'Allemagne obtenir les moyens matériels pour déclencher une insurrection. Mais avec le retour des prisonniers libérés et des soldats mobilisés - ils sont 134 000 Algériens à avoir été mobilisés de force - le prestige de la France est entamé, les Algériens racontent avec ironie la "drôle de guerre".

Ils ont vu que les Français se prétendaient fiers et victorieux sur leur ligne Maginot, y plantant même des rosiers tant que les Allemands n'avaient pas vraiment attaqué. Et ils les ont vu en piteuse débandade dès que l'offensive est devenue sérieuse en mai 40, Pétain s'empressant de demander un armistice. Les "êtres supérieurs" avaient trouvé plus supérieurs qu'eux.

LE NATIONALISME, UNE POLITIQUE COMPLEMENTAIRE DE L'IMPERIALISME

En novembre 1942, ce sont les troupes américaines qui débarquent à Sidi Ferruch, en Algérie. Et depuis 1941, on entend le président des Etats-Unis, Roosevelt, affirmer ouvertement sa sympathie pour les volontés d'émancipation des peuples colonisés.

L'impérialisme américain est en effet en avance d'une décolonisation. Il a appris, lui, un siècle avant les impérialistes anglais et français, que la décolonisation était inscrite dans l'histoire des peuples et qu'il valait mieux en tirer parti. En effet, c'est entre 1800 et 1830 que, sous leurs yeux, sur toute l'Amérique latine, le vieil empire colonial espagnol et portugais qui datait de Christophe Colomb s'est écroulé. Que les pays ont proclamé leur indépendance.

Et les Etats-Unis ont depuis largement vérifié aussi, que sur la base de cette décolonisation-là, il était tout à fait possible d'engager un nouveau type de pénétration, de domination et d'exploitation permettant de faire des profits, simplement par les lois de l'argent, en utilisant leurs capitaux. Une bonne part de l'accroissement de leur puissance est d'ailleurs maintenant tirée de l'exploitation de tout le continent latino-américain, dont ils ont fait leur chasse gardée.

Les Etats-Unis verraient donc d'un bon oeil l'effondrement des dominations coloniales du Vieux monde, car ce serait une nouvelle porte ouverte à leurs capitaux, en pleine expansion depuis l'engagement militaire et industriel dans la deuxième guerre. La seule chose dont ils prennent garde, c'est à ne pas susciter ou encourager un mouvement incontrôlé, qui embraserait les masses, et les rendrait fortes et fières de leur victoire.

Ferrat Abbas, le dirigeant de la Fédération des élus indigènes, dont on dit qu'il a accroché un portrait de Roosevelt dans son bureau, déclare en 1942, en pleine guerre donc : "J'ai des promesses de la part des Américains. Nous allons avoir un gouvernement."

Les espoirs des nationalistes algériens d'obtenir la constitution d'un Etat algérien sont aussi alimentés par la propagande des partisans de De Gaulle. Le général Catroux, gouverneur d'Alger, a déclaré au début de l'année 1943 que "l'ère des dominations coloniales était close." Pourtant lorsque la Fédération des élus, les Oulémas et le PPA proclame le Manifeste du Peuple Algérien, qui revendique un Etat algérien autonome, il répond en mettant son principal rédacteur, Ferrat Abbas, sous résidence surveillée.

Symbolique jusqu'à la fin de la guerre, le pouvoir de De Gaulle va prendre une réelle consistance en juin 44, avec le ralliement de l'ensemble du corps des fonctionnaires et de l'armée vichyste.

Pour se donner une légitimité populaire, mais aussi pour remettre au travail une France où la guerre a accumulé les dégâts dans l'infrastructure économique, De Gaulle a décidé d'associer le Parti communiste français. Il a vérifié lors des grèves de 1936, puis à nouveau au cours de la guerre, la responsabilité qu'il est prêt à assumer vis à vis de l'ordre bourgeois en place.

De Gaulle accorde à 60 000 Algériens, les droits de citoyens, alors que 134 000 d'entre eux ont combattu. Le Parti communiste algérien salue cet "immense progrès du droit électoral".

En septembre 1944, donc, le Parti communiste est entré dans le gouvernement créé par de Gaulle à Alger, et désormais installé à Paris. Charles Tillon y est ministre de l'Air, avec son commissaire François Grenier. François Billoux est ministre de la Santé publique. L'affrontement entre le PCF et les nationalistes algériens ne va pas se faire attendre.

LA GUERRE PUIS LA SOI-DISANT LIBERATION METTENT LES ALGERIENS EN NOMBRE DANS LA POLITIQUE

En Algérie, l'effort de guerre conduit à une véritable famine en 1944-45. Surtout dans le Constantinois où les populations se nourrissent d'herbes et n'ont plus de vêtements. Dans les villes, les rations distribuées sont de 300 grammes de pain pour les Européens, ce qui est déjà peu, et de 150 grammes seulement pour les Algériens.

Le parti de Messali, coupé de sa base ouvrière dans l'émigration, s'est élargi vers les couches des petits commerçants, des artisans et des travailleurs indépendants. Depuis 1939, diplômés, jeunes étudiants, employés affluent dans le mouvement et lui fournissent ses cadres : l'étudiant Ben Khedda, futur dirigeant de la révolution, ou le lycéen Ait Ahmed. Beaucoup de militants de la première génération sont emprisonnés ou morts en prison, ce qui augmente la rupture et l'oubli des racines et des principes ouvriers des débuts du PPA. Pour recruter, le PPA utilise les méthodes des confréries religieuses et présente la révolution à venir comme une guerre sainte.

La Fédération des élus et les Oulémas, refroidis par les échecs répétés de leurs demandes respectueuses auprès des bourgeoisies occidentales cherchent le rapprochement avec le PPA. En mars 1944, Oulémas, Fédération des élus et PPA forment l'organisation des Amis du Manifeste et de la liberté, l'AML. En moins d'un an, l'AML attire 500 000 adhérents. Lors de son congrès en mars 1945, les Amis du Manifeste proclament que l'Algérie sera un Etat séparé de la France et uni aux autres pays du Maghreb.

Pour la première fois, le nationalisme est un phénomène de masse, il est sorti des revendications des "élus" ou des militants lettrés pour devenir la revendication d'une bonne partie de la population. Inquiète, l'administration coloniale déporte Messali à Brazzaville. La réponse va être la première révolte d'envergure de l'Algérie avec l'idée moderne d'une nation à construire.

Le 1er mai 1945, des manifestations de masse se produisent un peu partout dans le pays : on y réclame l'indépendance de l'Algérie et la libération de Messali Hadj. Pour la première fois, le drapeau national est brandi publiquement. Ce drapeau, blanc et vert avec un croissant et une étoile, c'est celui que la femme de Messali avait cousu dans leur chambre du 20e arrondissement, du temps de l'Etoile nord africaine. L'armée tire sur les manifestants à Oran et à Bougie, faisant une dizaine de morts. Dans les jours qui suivent, le PPA double ses effectifs dans le Constantinois, les quadruple en Kabylie.

8 mai 1945 : PARIS EST LIBERE, SETIF EST MASSACRE

Des cérémonies sont prévues le 8 mai, pour fêter la victoire des alliés et l'armistice. La population algérienne est priée d'aller assister et d'applaudir à la grande victoire de la France. Mais les dirigeants du PPA décident d'organiser leurs propres manifestations. Le 8 mai,

l'armée tire à nouveau, à Sétif et c'est toute la région de petit Kabylie qui s'embrase. le 9 mai, la population insurgée se venge sur des Européens, dont 103 sont tués et 110 blessés.

L'armée française commence alors une répression terrible : à l'aide de blindés, de l'artillerie, de l'aviation, elle massacre aveuglément à Sétif, à Guelma et dans les campagnes. La direction du PPA est abasourdie. Pendant 13 jours, en pleine répression, on discute. Faut-il ou non lancer un mot d'ordre d'insurrection dans tous le pays ? La décision est prise le 22 mai. Mais la population est écrasée. Les militants de la base font savoir que personne ne suivra et l'ordre est annulé le 23.

Massacres collectifs, viols, tortures, décimation des lettrés, bombardements, la bourgeoisie est décidée à anéantir totalement le mouvement d'émancipation en Algérie. Il faut remonter à la Commune de Paris pour trouver une comparaison à la répression qui fera, sur près d'un mois, 45 000 morts.

Les principaux dirigeants nationalistes, Ferrat Abbas, Ibrahim (dirigeant des Oulémas), Mohamed Larbi M'Hidi, Ben Khedda, Mohamed Khidder du PPA, sont emprisonnés. Plus de 5 000 personnes sont arrêtées, dont 1 300 passeront devant les tribunaux militaires : 99 condamnations à morts, 64 aux travaux forcés à perpétuité, 29 aux travaux forcés.

En France, la bourgeoisie se garde bien de révéler l'ampleur de la répression et le Parti communiste soutient la thèse de la provocation. Le 19 mai, on peut lire dans "l'Humanité" : "Il faut immédiatement punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes."

Quelques mois plus tard, en septembre, c'est en Indochine que la France va renouveler ces méthodes contre la population vietnamienne. Les nationalistes du Viet Minh, au départ de l'occupant Japonais, avaient pris le contrôle du pays et proclamé l'indépendance.

En novembre, ce n'est plus deux ministres communistes symboliques qui participent à un gouvernement provisoire, mais cinq ministres communistes qui participent aux plus hautes responsabilités du gouvernement bourgeois de De Gaulle, à la tête d'une des premières puissances impérialistes du monde. C'est le premier parti du pays, avec plus de 25 % des voix, et le parti est un véritable parti de gouvernement. Maurice Thorez est nommé ministre d'Etat. Ambroise Croizat, ministre du Travail, François Billoux, ministre de l'Economie nationale, Marcel Paul, ministre de la Production industrielle, Charles Tillon, ministre de l'Armement. C'est lui qui décide des budgets militaires que la France va consacrer à la guerre qui commence en Indochine contre les troupes de Ho Chi Minh. En Juin 1946, le PC obtiendra encore deux ministres supplémentaires.

L'Algérie est matée, divisée en trois départements "français" : Alger, Oran, Constantine. Un nouveau statut de l'Algérie, en 1947 déclare tous les Algériens (européens et non européens) égaux en droit. Un premier collège représentant 1,2 million d'Européens élit 60 députés à l'Assemblée algérienne. Le second, représentant 9 millions de Musulmans élit aussi 60 députés. C'est effectivement l'égalité en droit !

Le recul est profond dans les organisations algériennes. L'organisation des Amis du Manifeste ne renaîtra pas. Ferrat Abbas crée un nouveau parti, l'Union Démocratique du

Manifeste algérien, l'UDMA, qui veut renouer avec les objectifs modérés de l'ancienne Fédération des élus indigènes. L'UDMA, comme le PCA et les Oulémas, conclue de l'échec de Sétif à l'impossibilité d'une révolution armée et se montre favorable à l'idée d'une Algérie libre dans l'Union française.

LA REPRESSION FORGE UNE NOUVELLE DIRECTION DE MILITANTS NATIONALISTES : LE MTLD

Le PPA est divisé : les uns veulent se cantonner à la clandestinité pour préparer la révolution, les autres avec Messali, pensent qu'il est trop tôt et qu'il faut en passer par un période d'action légale. Ils créent, en octobre 1946, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, le MTLD, à vocation légale, qui participera aux élections. C'est le PPA clandestin qui dirige en fait l'action du MTLD légal. Et une organisation spéciale, l'OS, est créée pour préparer la lutte armée. Celle-ci est réclamée surtout par la branche groupée autour de Ait Ahmed et appuyée par le groupe de Kabylie où des maquis sont en place depuis 1945. Pour Ait Ahmed, la situation est révolutionnaire et ce qu'il faut c'est un état-major de l'insurrection et un réseau de brigades armées.

En fait la plupart des cadres et des militants anciens vont dans le MTLD légal. Le MTLD attire aussi des membres de la petite bourgeoisie urbaine algérienne. Le PPA va quasiment disparaître.

Le groupe MTLD au Parlement français, ne dit quasiment rien lorsqu'on aborde le problème de l'Indochine et de Madagascar. A Madagascar, en 1947 et 1948, au moins 89 000 Malgaches qui avaient pris les armes contre la domination française ont été massacrés. En avril 1947, "France-Soir" écrivait : "Des prisonniers malgaches ont été chargés en avion et lâchés vivants au-dessus des villages dissidents comme des bombes démonstratives." Le PCF, est embêté : ses députés s'abstiennent sur le vote du budget militaire que leur "camarade" Tillon, ministre de l'Armement, a décidé avec le gouvernement.

En Algérie, le MTLD se construit. Krim Belkacem décrit ainsi son activité de recrutement en 1945 et 47 : "Je quittais la maison au soir et ne revenais qu'à quatre heures. Mon programme était simple, je disais aux jeunes : La dignité humaine n'a pas de prix, on ne doit pas accepter l'humiliation quotidienne. Il faut secouer les joueurs de dominos, les fumeurs, les buveurs d'alcool. Il faut nous libérer. En un an, j'avais organisé 1 900 jeunes en cellules de 4 hommes." Krim Belkacem est le fils d'un caïd de Kabylie mais qui a toujours été choqué par la discrimination entre Français et Arabes. Il est entré au PPA après 1945. En 1947, accusé d'atteinte à la souveraineté de l'Etat, il passe dans la clandestinité et rejoint le maquis.

Mais aucun projet social, aucune éducation politique n'est donnée aux nouvelles recrues du MTLD. Etre algérien et musulman suffit. Et pour les populations opprimées cet objectif se confond naturellement avec la fin de leurs misères. Le fonctionnement du parti lui même n'a rien de démocratique. Le secret de la clandestinité est transformé en secret de ce que fait la direction.

En 1949, Ben Bella et Ait Ahmed organisent une opération commando sur la poste d'Oran. L'attaque rapporte plus de trois millions de francs anciens. Les militants de l'OS sont

poursuivis, et en 1950, plus de 300 d'entre eux sont arrêtés, dont Ben Bella. L'OS est dissoute par la direction du MTLD qui prend prétexte de ces arrestations pour s'en débarrasser

En 1953, le MTLD explose littéralement, les partisans d'un certain Lahouel, adjoint au maire d'Alger, s'opposent à Messali. C'est de cette crise que va naître le futur groupe dirigeant de la révolution. Refusant tout à la fois de compter sur les bonnes volontés ou les promesses du gouvernement français comme le faisaient les Oulémas et les élus, mais refusant aussi tout ce qui à leurs yeux paralyse le MTLD, l'inaction et l'attentisme, une poignée de militants se regroupent. Ils ont en commun d'être jeunes, de milieu d'origine très modeste, et de ne pas être passés par la période "communiste" des débuts du mouvement. Ils constituent un groupe nouveau, le CRUA, le Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action, en mars 1954. La plupart des militants de ce groupe ont été membres de l'OS. Ils restent persuadés qu'il est possible de regagner les deux tendances à la révolution.

Ces hommes ce sont Ben M'Hidi, militant très pauvre d'Oran. Rabah Bitat, tout aussi fauché. Mohamed Boudiaf, 35 ans, l'un des plus instruit mais que la tuberculose a empêché de poursuivre ses études. Krim Belkacem dont on a déjà parlé. Ben Boulaïd, un meunier. Mourad Didouche, le fils d'un commerçant aisé d'Alger.

Au Caire, il y a Ben Bella, Ait Ahmed, lui aussi fils de caïd et Mohamed Khider. Ben Bella n'a pas eu d'éducation. Ancien adjudant de l'armée française, tout ce qu'il a appris, c'est à l'armée qu'il le doit. Il avait adhéré au PPA avant d'entrer dans l'OS. Ait Ahmed a pu suivre quelques études, comme Khider, député d'Alger avant sa condamnation.

Mais même les "instruits" font partie des plus pauvres. Ainsi lorsqu'ils doivent discuter au Caire avec les Nasser, les Bourguiba et autres membres de la Ligue arabe, ils sont obligés de parler français, ne connaissant pas l'arabe littéraire utilisé par les dirigeants arabes.

LA PREPARATION DE L'INSURRECTION

Pendant six mois, le groupe du CRUA cherche un soutien au moins financier pour préparer la révolution armée. Ils n'en trouvent pas. L'Egypte n'y croit pas. Ceux qui au MTLD les ont soutenus se retirent dès lors que la date de l'insurrection est fixée.

Les militants du CRUA vont donc gagner un à un les premiers militants à la cause de la révolution armée. Le 25 juillet, 17 nouvelles recrues parmi les plus fiables, sont réunies par cinq des fondateurs. Ces 22 du CRUA décident la révolution illimitée jusqu'à l'indépendance. Ils se séparent avec chacun pour but de recruter et former des militants à l'art de la guérilla. Ils ont décidé de s'en sortir tous seuls.

Cinq jours plus tôt, un événement considérable s'est produit. Pierre Mendès France, le président du Conseil a reconnu l'indépendance de l'Indochine. L'armée française a subi une défaite militaire totale à Dien Bien Phû, après huit ans de guerre, deux millions de morts au moins parmi les Indochinois et 92 000 côté français.

Les militants du CRUA s'inspirent de la guérilla vietnamienne. Ils apprennent à fabriquer des bombes : des grosses, dans des tuyaux de fonte, des petites dans des boîtes de lait Guigoz ou des bidons d'huile Esso.

Leur type d'organisation, ils l'empruntent à celle du PCF dans la résistance : des groupes de 5, dirigés par un chef. 5 groupes sont dirigés par un chef de secteur. Dans un groupe donné, on ignore qui est le chef des autres groupes, ni même leur existence. Pour l'instant donc, ils sont 5 groupes, mais 4 seulement sont complets, dans le 5e le chef est encore seul. Les contacts entre les chefs ne doivent pas dépasser un quart d'heure, les cafés sont soigneusement choisis. Mieux, ils se réunissent dans des maisons dont un seul, absent lors de la réunion, connaît le propriétaire.

L'insurrection, fixée au 1er novembre, jour de la Toussaint, approche. Le groupe du Constantinois laisse tomber, influencé par le MTLD : "Ils sont sans armes, sans soutien. Ils vont au massacre." Mais l'organisation continue. Elle définit les objectifs qui seront attaqués la première nuit : les hangars et les citernes de pétrole du port d'Alger, le réservoir à gaz d'Electricité et Gaz d'Algérie. Les studios de la radio, le central téléphonique d'Alger, les dépôts de liège de Borgeaud, colon riche et influent.

L'Algérie est divisée en cinq zones appelées Wilayas : l'Algérois, le Constantinois, la Kabylie, les Aurès, et l'Oranais. Krim Belkacem, en Kabylie, attaquera en priorité les casernes pour se fournir des armes. Ben Boulaïd est chargé de "mettre le feu" aux Aurès.

Le CRUA choisit de se présenter sous un nouveau nom le jour de l'insurrection. Ce sera le Front de libération national, le FLN. C'est un front très large dont il s'agit puisqu'il "offre à toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens de s'intégrer dans la lutte sans aucune autre considération." Etre algérien et musulman suffit. Les buts du FLN, c'est "l'Etat algérien souverain démocratique et social dans le cadre des principes islamiques." Ses moyens, la lutte armée. Pour cela, le FLN se dotera d'une armée, l'ALN, l'armée de libération nationale, qui devra grossir à partir des quelques commandos existants.

Au moment de passer à l'insurrection les forces du FLN sont très faibles. Quelques dizaines de militants dans l'Algérois, le Constantinois, et l'Oranais. Quelques centaines dans les Aurès et en Kabylie où les traditions de lutte ont facilité le recrutement. En tout ce sont 800 hommes munis de 400 armes individuelles et de quelques bombes artisanales qui vont appuyer sur le bouton de la révolution.

LE 1er novembre 1954 ; L'INSURRECTION DU FLN

Après une répétition générale, le 22 octobre, pour tester la fiabilité et le respect du secret au sein du groupe, l'insurrection est déclenchée le 1er novembre 1954, à 1 heure du matin. Les bombes, trop faibles n'embrasent pas les dépôts de gaz et de pétrole ; certains ont commencé trop tôt obligeant les autres à fuir avant d'avoir agi, l'objectif du central téléphonique d'Alger doit être abandonné. Sept Européens ont été tués, mais l'effet impressionnant est raté.

Pourtant, c'est la panique chez les militaires et l'administration. L'action coordonnée, même mal, révèle l'existence d'une force organisée à l'échelle de l'Algérie et c'est une menace inquiétante. Ils y sont si peu préparés qu'ils vont d'abord la mettre sur le compte des "fellagas" tunisiens. Les Algériens sont bien trop divisés, bien trop dociles pour avoir fait le coup ! Même la population algérienne croira d'abord à l'oeuvre de combattants tunisiens, ou marocains, ou égyptiens.

La répression ne traîne pas. Le MTLD est interdit ; Messali ayant revendiqué les attentats. Les commandos d'Alger sont vite démantelés, il ne reste du FLN que le petit boulanger Yacef Saadi. Dans l'Oranais, en quelques jours, 38 membres du FLN sont arrêtés. Dans les Aurès, c'est un membre du MTLD qui dénonce les chefs de la région. L'organisation de Batna est démantelée après l'arrestation d'un de ses chefs .

Surtout, la nuit de la Toussaint du jeune FLN n'a pas du tout le soutien de la population. La 1ère réaction de celle-ci, c'est la peur des représailles, la méfiance envers ces auteurs de troubles inconnus. La proclamation qui devait être diffusée le lendemain de l'insurrection pour présenter l'existence et les buts du FLN n'est parvenue qu'à une poignée d'entre eux. Et pour cause, le FLN disposait en tout et pour tout d'une seule ronéo et avait dû pratiquement kidnapper un jeune étudiant pour taper le tract. La déclaration de Ben Bella sur la radio du Caire, a encore moins été entendue. Les caïds et l'administration française les présentent comme des bandits, venus pour piller, violer. Et de fait, les maquisards doivent souvent revenir bredouilles de leur mission de ravitaillement. La révolution, même nationale, ne démarre pas en appuyant sur un bouton.

Par contre une direction s'est affirmée. Et le jour où les masses entreront vraiment en mouvement, c'est le FLN qu'elles vont rejoindre. dans l'immédiat, une fraction du MTLD plus ou moins rivale de Messali a décidé de rallier le FLN. Messali crée alors un mouvement concurrent, le Mouvement national algérien, le MNA, qui dit être "le vrai parti de la révolution". Ses cellules, implantées à Alger et en Kabylie, commencent une véritable contre propagande pour disqualifier le FLN. La police française ne fait pas de détail et arrête 2 000 d'entre eux.

L'ETAT FRANCAIS PREPARE LA GUERRE : LES TRUSTS PREPARENT LA NOUVELLE COLONISATION ECONOMIQUE

En France, le ministre de l'Intérieur, un certain François Mitterrand décide d'affecter en Algérie le colonel Ducourneau, une des figures majeures de la guerre d'Indochine, avec ces mots : "C'est dans l'Aurès que se trouve le foyer le plus dur. Ducourneau, je vous connais, allez là-bas. Et balayez tout cela."

Le 12 novembre 1954, il ajoute à l'Assemblée : "L'Algérie c'est la France (...). Des Flandres jusqu'au Congo (...) partout la loi s'impose et c'est la loi française. Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, qu'elles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche. Le gouvernement veillera à ce que nos concitoyens sachent qu'ils ont une espérance et que cette espérance est française."

Mais pendant que l'Etat fait son travail de maintien de l'ordre, dans les hautes sphères de la bourgeoisie on se pose d'ores et déjà le problème de s'adapter à la nouvelle situation. On anticipe et on commence à prendre un tournant radical. Et pendant que l'Etat va engager le pays dans une véritable guerre qui ne dira jamais son nom, on va voir quelques grands patrons, en fait les dirigeants de quelques trusts, préparer et mettre en place une politique de rechange.

Sept mois après la défaite de Dien Bien Phû, Pierre Lefauchaux, patron de Renault, écrit : "J'ai pensé qu'il nous fallait adopter désormais en Indochine la même attitude que dans

les pays étrangers puisque l'indépendance de ces pays, autrefois français, est un fait contre lequel nous ne pouvons rien. Nous y possédons au demeurant des atouts maître : 1- trois de ces pays appartiennent encore à l'Union française (...) 2- Dans toute l'Indochine, la langue française est très répandue et exclusivement parlée en dehors des langues autochtones (...) 3- Notre technique a fait ses preuves, sa qualité est reconnue par les Indochinois (...) La technique américaine vient seulement de faire son apparition et nous pouvons parfaitement lutter contre elle, car c'est une technique de pays riche alors que la technique française s'adapte mieux aux pays neufs. 4- Il existe des liens d'amitié certains et souvent étroits entre Français et autochtones.”

Voici donc ce que préconise le patron de Renault, en décembre 1954 : “Je voudrais que la distribution des véhicules continue d'être assurée en Indochine par l'entreprise française qui nous représente depuis de longues années, mais qu'il se crée parallèlement une industrie purement vietnamienne assurant le montage, et progressivement la construction des véhicules Renault, avec l'aide technique et éventuellement financière - si la chose est indispensable - de la Régie.”

En clair et sans décoder, une industrie vietnamienne aura besoin de l'aide financière et technique française, et ce sera cela le vrai moyen de domination de l'avenir. Aujourd'hui c'est largement réalisé, cela s'appelle la dette, et l'avancée technologique.

Pierre Lefaucheur explique encore : “Certes, le maintien du Sud dans le camp occidental est pour la France une solution préférable. Mais si cet espoir ne se réalise pas, il nous restera à jouer une dernière carte, celle d'une collaboration économique avec le Vietnam unifié. L'Indochine est perdue en tant que possession française”, ajoute-t-il, “elle n'est pas encore perdue économiquement (...)” Et il conclut : “Il faut continuer d'occuper, économiquement et techniquement, cette position clé au centre de gravité démographique d'un continent habité par 1300 millions d'hommes dont beaucoup marchent encore pieds nus, mais qui ne tarderont pas à vouloir des complets... et des automobiles.”

En Algérie, le directeur des usines Berliet fait la même analyse. Deux mois avant le déclenchement de la guerre, le 6 septembre 1954, il écrit une lettre au siège où il estime que, “malgré le calme apparent”, il faut s'attendre à un changement rapide dans l'attitude là aussi des populations musulmanes, et il invite la direction de Vénissieux à “très vite en tenir compte”. Lui aussi remarque que “la clientèle indigène, dont le pouvoir d'achat augmente régulièrement, représente un pourcentage chaque jour plus fort des ventes” et il conclut : “Nous devons donc nous organiser non seulement pour la prospecter de plus en plus, mais aussi pour nous faire comprendre d'elle et lui inspirer toute la confiance nécessaire (...) Ces considérations nous amènent à prévoir dans un avenir très prochain, à la succursale d'Alger, un "Département relations musulmanes" qui (...) comprendrait un groupe de vendeurs musulmans (et il précise Arabes et Kabyles) instruits et éduqués”. Et il ajoute : “Et il y en a.”

Paul Berliet a parfaitement compris le message : il va même installer une unité de production de camions que ses concurrents vont appeler les "camions kabyles", car 80 % des salariés sont algériens. Et Paul Berliet arrive de son côté à la même conclusion que Renault : on peut garder le contrôle des économies des futurs Etats indépendants, en maintenant notre avancée technologique et en les obligeant à avoir constamment besoin de nos capitaux.

Il l'explique dans une conférence : “On ne continuera pas longtemps à acheter aux pauvres le minerai à des cours trop fluctuants, pour leur revendre des produits transformés

dans lesquels nous aurons incorporé un standing de vie et des frais généraux élevés de gouvernement qu'ils ne peuvent et ne voudront pas payer. Pour ne pas tout perdre demain, il faut dès aujourd'hui, dans un effort pénible, leur apprendre à travailler, leur abandonner les travaux simples sur les éléments lourds et volumineux pour ne plus garder, au fur et à mesure qu'ils s'élèveront dans la technique, que les pièces compliquées justifiant des investissements considérables, et demain peut-être seulement la recherche, la conception et la mise au point.”

En clair là encore, pour ne pas tout perdre, gardons les parties les plus riches et les plus délicates du fonctionnement de l'économie, et laissons leur le reste. Comme tout est lié, ils seront dépendants de nous. Même si on ne tenait que la recherche.

Au passage, on a pu remarquer que le gouvernement est, pour les trusts, juste une dépense générale, dont "les frais généraux" entrent dans la fabrication de produits. Effectivement, un gouvernement démocratique, qui accepte l'existence de plusieurs partis et de syndicats, implique des salaires plus élevés, donc un prix de vente plus élevé des objets fabriqués. On a pu vendre nos produits à des coûts élevés parce que ce sont des colonies, explique Berliet, mais cela ne pourra pas durer après les indépendances. Il faudra donc baisser les coûts, et pour cela, faire faire une partie de la production avec des salaires indigènes, qui n'ont pas, eux, de gros "frais de gouvernement". C'est tout le fonctionnement des relations économiques entre l'impérialisme et le reste du monde après la décolonisation qui est donc décrit ici.

Mais les dirigeants des trusts, les véritables maîtres du monde et de ses destinées, vont rencontrer en face d'eux en Algérie, une population entière. Ce qui va leur compliquer la tâche.

La guerre commence donc dans les Aurès où sont envoyées toutes les forces françaises : rien que la division de Constantine c'est déjà 10 000 hommes, contre 360 combattants du FLN, d'après les notes de Ben Boulaïd. Tout de suite les méthodes de guerre les plus dures sont employées : usage de la torture, du napalm.

Le FLN cherche une caution internationale, visant à se poser en futur responsable d'Etat. Une conférence des pays du Tiers Monde doit se tenir en 1955 à Bandoeng : il obtient juste un strapontin, dans une délégation commune avec le Maroc et la Tunisie.

FLN CONTRE MNA : LES NATIONALISMES RIVAUX

A Alger, c'est Abane Ramdane qui prend en main le FLN. Lui aussi vient d'une famille pauvre. Mais il a réussi à avoir son bachot. Arrêté en 1950 en même temps que les membres de l'OS, il passe 5 ans en prison où il cherche à apprendre, à lire tout ce qu'il peut. Il se charge de la propagande. Il se charge aussi de l'implantation du FLN en France, où 350 000 travailleurs algériens ne reçoivent que la version messaliste de la révolution. Mourad Terbouche (un des 22 de la création du FLN), est chargé de l'action en France.

Dès janvier 1955, le combat jusque là politique entre le MNA, l'ex-MTLD, et le FLN devient violent. Cela commence par la décision de Terbouche d'infiltrer les réseaux du MNA en France. Des messalistes s'attaquent alors aux militants du FLN. Terbouche est condamné à mort par le MNA. La section de Peugeot du MNA, forte de 400 membres, rejoint d'un bloc le

FLN, puis c'est le tour de celles du 13^e et du 14^e arrondissements de Paris. En mai, le FLN compte ainsi 2 000 militants en France ; ils payent chacun 500 francs de cotisation.

En Algérie, Amirouche, à qui le FLN a donné le grade de colonel, met sur pied une véritable armée de 800 hommes en Kabylie. Les groupes armés du MNA répliquent avec comme propagande : "les vrais maquisards, c'est nous". Bellounis dirige un groupe de 500 hommes, dans la région de Guenzet, secteur d'Amirouche. Le bras armé du FLN, l'ALN, s'en prend d'abord à des membres isolés du MNA, qui sont assassinés.

En juin 1955, c'est tout un groupe du MNA qui est liquidé militairement, à Beni Bouadou. Puis c'est le groupe de Guenzet qui finit de la même façon. L'administration française, trop heureuse, joue le MNA contre le FLN, et soutient notamment Bellounis.

Mais ce n'est pas seulement vis à vis de son concurrent politique le plus direct que le FLN use de méthodes violentes et dictatoriales. C'est aussi vis à vis de la population algérienne elle-même. Le FLN impose de nouvelles règles, et il faut y obéir. Ceux qui sont surpris à fumer, à boire, à jouer aux dominos, sont mutilés. Le 12 décembre 1955, le FLN inaugure de nouvelles méthodes avec la pose d'une bombe contre sa propre population, dans un cinéma d'Alger uniquement fréquenté par des Algériens. Le divertissement est lui aussi contraire aux principes islamistes...

Un climat de guerre est déclaré par l'Etat et l'armée française contre l'ensemble de la population algérienne. Partout, la population est fouillée, suspectée, harcelée, et de plus en plus, l'armée entreprend des opérations de représailles. Incapable de se saisir des nationalistes qui semblent s'évanouir après chaque action, c'est contre les villages que l'armée s'en prend, reprenant les méthodes du père Bugeaud : ratissages, viols, incendies. Le MNA affaibli c'est le FLN qui attire les nouveaux militants, les nouvelles sympathies.

UN FOSSE DELIBEREMENT CREUSE ENTRE LES POPULATIONS ALGERIENNE ET EUROPEENNE

La guerre et le nationalisme vont franchir un cran dans le Constantinois. Le responsable de la zone au moment de l'insurrection, Mourad Didouche a été tué le 18 janvier. Ceux qui lui succèdent, Zigghout Youssef et Ben Tobbal, n'ont pas le contact avec Alger. Jugeant que la révolution s'éteint, ils appellent la population à se venger des Français, civils ou militaires. Ce mot d'ordre prend. Le 20 août, une foule de paysans, de femmes et d'enfants se pressent aux portes de Phillipeville. Ils sont armés de fusils de chasse, de faux, de serpes, de pelles affûtées, de couteaux. Ils s'attaquent aveuglément à tous les Européens.

Des scènes semblables se produisent à Constantine, à El Halia. Il y a 123 morts, dont 71 Européens. La répression, dans les dix jours qui suivent fera selon le FLN 12 000 morts. Après cela, pratiquement toute la population européenne, riches et pauvres réunis est totalement soudée contre le FLN, contre tous les Algériens. Aidée de l'armée, elle constitue ses propres milices, bien décidée à se défendre elle-même si jamais les "Parisiens" voulaient encore parler de réformes ou d'intégration.

Le FLN de son côté a réussi à rallier tout le monde, grâce à la répression. L'UDMA, se rallie officiellement au FLN. Le PCA, qui comme le MNA revendique l'action armée, est

interdit en septembre. Les renforts militaires commencent à arriver, mais pas encore massivement.

Le FLN profite du relatif répit que lui laissent les hésitations françaises pour accentuer le nettoyage dans ses propres rangs. En octobre, chaque jour, à Alger, on retrouve les cadavres de militants du MNA assassinés. Cette rivalité, les militaires essaient de l'exploiter à leur compte. A partir de novembre 1955, ils déclenchent l'opération Oiseau bleu. Il s'agit de créer un contre-maquis avec des Algériens pris dans les troupes du MNA. Ils vont tout construire à partir d'un militant messaliste. Mais ce militant messaliste a en réalité rejoint le FLN dans le plus grand secret. Pendant des mois, les militaires croient former une armée contre le FLN, lui fournissent des armes neuves, modernes, des uniformes. En septembre 1956 elle rallie d'un coup les rangs de l'ALN.

Mais à l'inverse, le FLN conduit des fractions entières du MNA à rallier le camp français qui devient sa seule chance de survie, surtout dans l'été 56. Ainsi au nom de la même politique, des paysans, des pauvres qui ont commencé en 1955 ou 56 leur combat contre l'occupation française, se retrouvent pour certains à devoir s'entretuer, pour d'autres à appartenir carrément à l'une des armées formées d'Algériens, comme les harkis, que la France réussit ainsi à mettre en place.

En avril 1956, le Parti communiste algérien décide de rallier le FLN. Les 3 à 4 000 militants communistes sont appelés à entrer individuellement dans le FLN, comme l'exige celui-ci et comme commencent à le faire tous seuls de toute façon les étudiants communistes. Les quelques maquis rouges du PCA sont vendus à la police par le FLN, qui veut rester le seul maître du maquis.

La lutte se concentre sur le MNA. A Paris, il est encore majoritaire et se venge de ses défaites en Algérie sur les militants du FLN. Le 18^e arrondissement est le théâtre d'affrontements et d'assassinats permanents. Tout Algérien qui n'adhère pas au FLN est considéré comme traître. Les cotisations, qui passent vite des 500 francs au départ à 3 000 francs, sont un impôt obligatoire, les cotisants des contribuables qui doivent payer des arriérés s'ils ne cotisent pas depuis le 1^{er} novembre 1954. Les fumeurs les buveurs, les joueurs de dominos pris sur le fait doivent payer des amendes. Ceux qui ne peuvent pas payer sont contraints de se cacher pour échapper aux balles des collecteurs de fonds.

Le FLN tient un congrès clandestin en août 1956, dans la vallée de la Soummam. Seize chefs du FLN sont présents. Les politiques et les militaires s'accusent mutuellement de monopoliser le pouvoir. Entre militants de l'intérieur et les cinq délégués du Caire, la méfiance est encore plus forte. La direction est composée d'un état-major de la révolution de 5 membres tenus secret, et d'un Conseil national de la révolution algérienne de 34 membres. Mais en dehors des rapports d'autorité ainsi établis, le Congrès s'applique surtout à donner au futur Etat algérien ses cadres, ses structures. L'Algérie est divisée administrativement, l'armée réorganisée et gradée. La seule allusion du programme aux problèmes économiques tient en une phrase : "Le revenu national, plus important, assurera à tous les Algériens une vie plus confortable."

LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE DE GUY MOLLET INTENSIFIE LA GUERRE

En France la campagne électorale du Front républicain qui s'étend du Parti socialiste aux gaullistes en passant par les radicaux et les mitterrandistes, se fait sur le thème de "la paix en Algérie". Un tel mot d'ordre a l'avantage de ne rien dire sur l'indépendance.

Elu, le socialiste Guy Mollet précise de quelle paix il s'agit. Si un cessez le feu "loyal" n'est pas accepté, "la France serait contrainte de mobiliser toutes ses ressources pour assurer par tous les moyens le secours de la population." Population européenne, s'entend. Quant aux raisons pour lesquelles le FLN devrait accepter un tel cessez le feu, il n'y en a pas. Ni promesse d'autodétermination, ni a fortiori, d'indépendance. Seulement la promesse d'élections "loyales".

Les élections "loyales", on connaît bien, en Algérie. Voici les résultats officiels de celles organisées par le socialiste Naegelen à Djelfa : inscrits 500, MTLD 0, PCA 0, UDMA 0, candidat administratif 800.

La guerre absorbe beaucoup d'argent. Pendant la guerre d'Indochine, en 1953 les dépenses militaires absorbaient 34 % du budget de l'Etat. Avec celle d'Algérie on en est déjà à 28 %. La Tunisie et le Maroc sont au bord de passer elles aussi à la lutte armée pour obtenir leur indépendance. Pour se prévenir de l'ouverture de nouveaux fronts, le gouvernement se résout à leur accorder l'indépendance en mars 1956.

Guy Mollet s'applique aussi à prévenir toute contagion des revendications d'indépendance en Afrique Noire. Dans ces pays, les cadres nationalistes formés dans les universités et les lycées français sont, malgré les discours qu'ils peuvent tenir auprès des pauvres, partisans de l'assimilation avec la France. Il souhaite juste avoir des responsabilités politiques. La loi cadre Gaston Defferre, permet aux Houphouet Boigny en Côte d'Ivoire, Senghor et Lamine Gueye au Sénégal de former des gouvernements africains subordonnés à la France.

le gouvernement a donc les mains libres pour s'occuper du cas algérien. D'autant plus libres, qu'il a obtenu à l'Assemblée les pouvoirs spéciaux, y compris du groupe communiste. Le droit donc de gouverner par décrets, sans en passer par le Parlement.

Le mot d'ordre "Paix en Algérie" prend alors son vrai visage. Le 11 avril, le gouvernement rappelle 70 000 réservistes, puis 50 000 autres en mai. Il porte à 450 000 hommes le nombre de soldats en Algérie en juillet 1956. Le service militaire est rallongé de 18 à 30 mois.

LES MANIFESTATIONS DES RAPPELES

Des rappelés protestent et tentent de s'opposer à leur départ pour l'Algérie. Le 11 septembre 1955, un contingent de rappelés de 53, dans l'armée de l'Air, refuse d'embarquer dans le train, à la gare de Lyon. Embarqués de force, ils tirent le signal d'alarme. Ils sont encasernés le soir, puis chargés dans des avions le lendemain à destination d'Oran. Selon la presse, il s'agissait seulement d'agissements dûs à un excès de boisson... Le 7 octobre, le 406e régiment d'artillerie à Rouen refuse de quitter la caserne Richepanse. Leur embarquement de force par la police est suivi de trois jours de manifestations contre l'envoi

du contingent en Algérie, soutenues par le PC local. Le 23 novembre, une centaine de soldats désertent la caserne de Courbevoie et défilent sur les champs Elysées.

D'autres manifestations se produisent en 1956, surtout après le rappel des disponibles (trois ans après le service). Le 18 mai à Grenoble des manifestations tournent à l'émeute, des aiguillages sont détruits. Le PCF qui avait approuvé la manifestation désavoue après coup. Le 23 mai nouvelle manifestation à Antibes ; le 24, parmi les ouvriers du bâtiment ; le 28, parmi les dockers de Saint Nazaire ; début juillet, à Mourmelon, où 2 000 rappelés prennent le contrôle du camp. Mais faute d'être organisées et soutenues, ces actions spontanées s'essoufflent.

Maurice Papon, qui a déjà fait ses preuves en raflant et en déportant les juifs sous le régime de Vichy, est nommé IGAME des départements de l'Est algérien, Bône, Constantine, Batna, Sétif. Ils sont trois affublés de ce titre, qui veut dire Inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire. Ils ont tous les pouvoirs. Papon déclare à son arrivée : "L'heure n'est plus où il faut distinguer les civils et les militaires." En clair, le droit de tuer est accordé à tous les civils européens. Les exécutions sommaires, l'usage de la torture pour obtenir des renseignements, inaugurés en 1953, deviennent des institutions permanentes, dotées de locaux spéciaux et d'un personnel formé. Tout membre du FLN pris les armes à la main est condamné à mort. Le 10 août, les services secrets français lancent une bombe dans la casbah d'Alger, on compte 70 morts.

LES COLONS ET L'ARMEE D'ALGERIE DICTENT LEUR LOI A PARIS

1956, c'est l'année du canal de Suez. Nasser, dirigeant nationaliste très populaire de l'Egypte, a décidé de nationaliser le canal, qui est encore propriété des Français et des Anglais, ce qui leur permet de tirer des bénéfices sur tout le trafic maritime qui y passe, alors qu'il coupe l'Egypte en deux. La France se lance en octobre, avec la complicité de l'Angleterre et de l'armée israélienne, dans une opération militaire pour défendre son honneur bafoué. Les paras français sautent sur le canal. Mais quelques jours plus tard, l'ordre de repli vient mettre un mouchoir sur l'honneur des paras. Et cet ordre est donné sur injonction américaine : Eisenhower dénie aux petits impérialistes le droit de jouer dans la cour des grands. Il a le soutien de l'URSS, qui de son côté est en train, au même moment, de mater la révolution ouvrière hongroise. Les troupes françaises retournent piteusement à leurs casernements.

En Algérie, ce camouflet fait germer dans la tête des responsables militaires l'idée que le gouvernement et les politiques sont des incapables, que la solution en Algérie viendra de leur volonté de mener la guerre, leur guerre.

Les militaires n'apprécient guère les négociations secrètes qui se font avec le FLN à l'étranger. Ils détournent sur Alger un avion en provenance de Rabat transportant Ben Bella et quatre autres dirigeants du FLN, et les arrêtent. Le gouvernement en France n'était pas au courant. Il préfère couvrir les militaires. L'armée se sent pousser des ailes.

En Janvier 1957, le général Massu, un des plus parfaits exemples de ces militaires d'Indochine qui n'ont pas supporté la défaite, obtient tous pouvoirs pour rétablir l'ordre à Alger. Depuis juin 1956, Le FLN a déclenché une série d'attentats terroristes dans Alger. Les militants avaient reçu l'ordre de descendre "n'importe quel Européen de 18 à 54 ans, pas de

femmes, pas d'enfants, pas de vieux". Avec l'arrivée de Massu, la Bataille d'Alger commence. Il faut des mois à l'armée pour déloger les combattants du FLN, quartier par quartier, maison, par maison. Des mois de tortures et de tueries. Pour avoir un militant, les paras n'hésitent pas à faire sauter tout un immeuble.

En octobre 57, il n'y a plus de FLN à Alger, les paras contrôlent la ville. Les Européens qui sont soupçonnés d'apporter une aide quelconque au FLN subissent le même sort. Henri Alleg, (aujourd'hui rédacteur à "l'Humanité"), est arrêté en juin 57 par les parachutistes et envoyé dans le centre d'interrogation d'El Biar, dans la banlieue d'Alger. Il y est torturé pendant un mois. Henri Alleg raconte un an plus tard, dans "La Question", les tortures employées par les parachutistes pour faire parler, ou simplement briser. Son livre, paru en février 58, est saisi et interdit dès sa sortie.

Applaudi par le socialiste Lacoste, Maurice Papon présente son bilan : "En 1956, 10284 rebelles ont été tués et 8032 au cours des huit premiers mois de 1957. 117 000 personnes ont été regroupées dans l'Est algérien." Le regroupement, c'est encore un autre raffinement de la pacification, comme on dit, puisque officiellement il n'y a pas de guerre. Il n'y a que des rebelles, des hors-la-loi, des fellaghas. Afin donc, d'isoler les maquisards de la population, de vastes régions sont déclarées zones interdites. Les habitants doivent très vite se rendre dans les camps de regroupement contrôlés par l'armée française. Celle-ci envoie alors l'aviation qui bombarde la zone interdite jusqu'à n'y plus voir la moindre vie.

LA GAUCHE TOUTE ENTIERE COMPLICE DE LA GUERRE COLONIALE

En France, aucune critique ne se fait jour sur ce qui se passe en Algérie. Toutes les forces politiques donnent en fait carte blanche au gouvernement. Le Parti socialiste est au feu, en temps que parti au gouvernement. Mais le Parti communiste, bien que poliment renvoyé dans l'opposition avec tous ses ministres depuis 1947 et le début de la guerre froide, continue sur la même ligne. Seul un entrefilet de temps à autre dénonce certains "excès" de l'armée française. Les militants ont pour consigne de ne pas héberger d'Algériens clandestins, de ne pas les aider à passer la frontière.

Les quelques militants qui passent outre sont exclus. Ainsi Francine Riquet, membre du PCF et dactylo de la CGT accepte de taper des tracts pour le FLN. Le PCF répond : "La lutte pour la paix est une lutte de masse. Quiconque entend aider personnellement les Algériens est prié de déposer ses responsabilités au vestiaire". Henri Benoist, ouvrier trotskyste de chez Renault, malgré les menaces de la CGT, continue à s'occuper du journal du FLN "El Moudjaïn", et des tirages de tracts.

Quelques rares intellectuels, au nom de principes humanitaires et anticolonialistes tentent de faire ce qu'ils peuvent, dans l'indifférence générale. Car ceux qui veulent regarder de près savent bien ce qui se passe en Algérie. Quelques journalistes publient des reportages, dans "Le Monde", dans "France Observateur", dans "l'Express". Les journaux sont saisis.

Francis Jeanson, un proche du philosophe Jean-Paul Sartre organise en 1957 un petit réseau, avec l'aide de quelques intellectuels, de rares ouvriers communistes. L'une des tâches qu'il se donne est d'aider le FLN à porter des valises : il s'agit de l'argent collecté en France, évidemment traqué par les rafles de la police.

Il y aurait évidemment mieux à faire, surtout pour des intellectuels, que de se transformer en stricts soutiens des méthodes du FLN. Mais personne, dans cette période, ne fait rien d'autre, ni en actes, ni en paroles.

Le journal "Le Monde", lui aussi dans la ligne gouvernementale, reconnaît en septembre 1961 : "Durant les cinq premières années de la lutte, le Parti communiste interdit à ses membres toute participation aux réseaux de soutien et plus généralement toute aide pratique aux militants algériens."

DE GAULLE REVIENT POUR RESOUDRE UNE SITUATION POLITIQUE DEVENUE INEXTRICABLE

Le comble, c'est qu'au gouvernement, les partisans de la guerre ne sont pas forcément la majorité. Mais les modérés sont prisonniers des plus durs. Et au Parlement c'est la même chose. C'est une minorité qui défend les intérêts des colons, ou plutôt qui croit défendre leurs intérêts en prônant la guerre. Mais elle sait utiliser la situation politique de l'époque où il n'y a pas vraiment un parti qui domine largement, où le gouvernement est une coalition qui va des socialistes aux gaullistes. Le Parlement ne parvient à décider de rien, surtout dès que l'on aborde un problème comme l'Algérie. Les gouvernements tombent, et se succèdent.

Le problème est inextricable : la guerre coûte de plus en plus cher, il faut même maintenant emprunter aux USA, ce que fait Félix Gaillard en 1958. Mais plus elle dure, plus elle entraîne l'adhésion de la population algérienne à la lutte du FLN. Plus aussi les ultras d'extrême-droite se renforcent là-bas. Plus finalement toute la situation politique algérienne échappe au contrôle de Paris. Mais un homme politique, dans l'ombre, attend son heure. Il la prépare avec une équipe : c'est De Gaulle.

De Gaulle sait qu'il jouit d'un prestige certain auprès de l'armée. Il a à son actif la Résistance et la Libération. Concernant l'Algérie, il a aussi à son actif les massacres de Sétif et Guelma, puisqu'il était encore chef de l'Etat à ce moment-là.

De Gaulle a une autre carte en sous main : c'est lui qui a appelé le PC au gouvernement. Le PC, il connaît, et le PC le connaît. Ils se sont rendus des services au plus haut niveau. Ainsi à droite comme à gauche, De Gaulle sait qu'il dispose de relais possibles pour asseoir son autorité. Et c'est exactement ce que la situation nécessite. Une autorité suffisamment large, pour proposer une solution et l'imposer au Parlement comme au gouvernement.

Le 13 mai 1958 est le jour de sa vie. La crise est à ce moment-là à son comble : la France a étendu la guerre, en bombardant le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef, où se trouve un camp de l'ALN, l'armée du FLN. Les USA font une large publicité contre cette opération. On "découvre" alors, que parmi les victimes, il y a des femmes et des enfants. Scandale donc au Parlement. A nouveau, le gouvernement est renversé.

A Alger, les militaires sont fous furieux. Cette fois, ils visent ni plus ni moins qu'à tenter un coup d'Etat qui, parti d'Algérie, s'étendrait à la métropole. Le 13 mai 1958 donc, après une manifestation pour l'Algérie française, ils prennent d'assaut le Gouvernement général d'Alger, montent au balcon et proclament la création d'un Comité de Salut Public.

Des militaires partisans de De Gaulle soutiennent l'opération. On annonce, ce qui est complètement faux, que des paras ont pris la Corse. Bref c'est l'épouvantail de la guerre civile.

C'est alors que surgit comme par miracle l'arrivée de De Gaulle. Le Président du Conseil Pflimlin s'en va, la voie est libre. Le Président Coty demande à De Gaulle de former un nouveau gouvernement. L'homme du 18 juin, apparaît, tel un sauveur. L'opération a été parfaitement orchestrée, avec des complicités dans l'appareil d'Etat et dans l'armée, des relais un peu partout. La venue de De Gaulle arrange toutes les forces politiques qui ont sur les bras le problème algérien.

DE GAULLE PREPARE LE RETRAIT POLITIQUE ET LE MAINTIEN DE LA DOMINATION ECONOMIQUE

De Gaulle commence par faire la part du feu, et régler l'avenir de l'empire colonial d'Afrique Noire. En septembre 1958, il organise un référendum. Dire "oui", c'est accepter la nouvelle Communauté. "Non", c'est devenir indépendant. Seule la Guinée vote "non", et obtient l'indépendance. Mais très vite les chefs nationalistes, potiches de Paris, sont désavoués par leur population. En décembre, au Ghana, à Accra, une conférence réunit des syndicalistes, des étudiants de gauche africains qui veulent arracher leur indépendance. De Gaulle préfère désamorcer d'avance et préserver les relations futures avec les pays africains. Dès 1959, l'accord est donné pour le Mali, puis tous les pays de l'AOF et de l'AEF deviennent indépendants en 1960. De Gaulle a négocié une aide "militaire, technique, économique", c'est-à-dire qu'il a pris soin de mettre en place des relations économiques, politiques qui permettront à la bourgeoisie française de continuer ses affaires dans les ex-colonies.

Mais comment faire la même chose en Algérie ? En Algérie où l'on a découvert en 1956 d'importants gisements de pétrole. Mais où il y a une insurrection de la population algérienne sur les bras !

Il faut bien voir ici que la politique menée jusque là par la France est la pire pour ses intérêts impérialistes. Car non seulement elle ne fait qu'accélérer la volonté des masses à accéder à l'indépendance, mais en mettant en révolte des millions de gens, elle crée une situation qui risque d'échapper totalement à l'emprise française.

Autant la France peut imposer des relations à ses conditions aux dirigeants nationalistes quand les indépendances sont octroyées à froid, autant l'Etat français peut se donner le luxe de mettre en place des hommes qu'il a lui même formé, dans les universités de Paris, ou dans ses écoles militaires, autant cela devient bien plus problématique dans la situation algérienne.

La révolution chinoise a donné à la Chine une indépendance d'un autre ordre, où l'impérialisme ne peut pas imposer aussi facilement toutes ses conditions. La révolution cubaine a aussi soustrait la petite île à la barbe de l'impérialisme américain sans qu'il puisse prétendre intervenir militairement, en janvier 1959.

Mais De Gaulle va être aidé par les dirigeants nationalistes dictatoriaux du FLN. Car s'ils tiennent absolument à l'indépendance, ce n'est pas à la manière de Mao ou de Castro. On a vu leurs relations avec leur propre peuple. A aucun moment, ils n'utilisent la mobilisation et

le combat engagé pour changer quoi que ce soit dans la vie sociale, les rapports dégradants qui peuvent exister entre hommes et femmes, l'asservissement aux vieux chefs religieux. Dans la lutte et la mobilisation, il serait déjà possible de mettre en place d'autres rapports, un début de démocratie, de liberté, d'ouverture aussi aux idées modernes. Mais la seule opposition que cultive le FLN est entre les Algériens et les Français. Et tout ce qu'il offre, c'est la discipline de fer, les idées réactionnaires tirées de l'Islam, dont il fait argument de discipline.

C'est là toute la limite politique et sociale du FLN. Elle laisse à De Gaulle une chance de rendre à sa bourgeoisie la possibilité de contrôle sur la future Algérie, finalement comme sur les autres territoires ex-coloniaux.

DE GAULLE COMMENCE PAR DEMONTRER SA DETERMINATION SUR LE PLAN MILITAIRE

Comme il se doit De Gaulle, pour faire ses preuves vis à vis des ultras, commence par tenter d'affaiblir autant que possible l'emprise du FLN. En octobre, il annonce un plan économique qui doit redonner aux Algériens une partie de leurs terres, des logements, des emplois, des usines. Ceci pour essayer de couper la population du FLN. En même temps, l'armée redouble ses efforts, multiplie les ratissages. En février 1959, il nomme Challe, un redoutable parachutiste, commandant en chef. Jusqu'à septembre, les opérations militaires se succèdent avec des noms tels que "Couronne, Etincelle, Topaze, Pierre précieuse". Les combattants de l'ALN, déjà affaiblis par le blocus fait aux frontières tombent par milliers. Mais le FLN ne flanche pas et l'adhésion de la population non plus.

Le 16 septembre 1959 De Gaulle déclare : "On peut envisager maintenant le jour où les hommes et les femmes qui habitent l'Algérie seront en mesure de décider de leur destin, une fois pour toutes (...)". Il propose trois solutions : La sécession, c'est-à-dire l'indépendance, la francisation, ou un "gouvernement des Algériens par les Algériens appuyé sur l'aide de la France".

C'est la première fois où du haut de l'Etat, la porte de l'indépendance de l'Algérie, est entr'ouverte. De Gaulle devait s'y attendre, la réaction ne se fait pas attendre à Alger. En janvier 1960, le cafetier Ortiz lance un soulèvement à Alger. C'est la semaine des barricades. De Gaulle mate rapidement les mutins. Le "soviet des colonels", comme l'appelle son bras droit Michel Debré, doit se rendre. C'est un premier point marqué pour De Gaulle.

Le FLN crée à l'extérieur un Gouvernement provisoire de la République Algérienne le GPRA, avec Krim Belkacem et Ben Bella, toujours emprisonné. Il y a maintenant toute une armée, rassemblée aux frontières tunisiennes et marocaines. Cette armée devra être l'armée loyale et dévouée du futur Etat algérien, et c'est pour pouvoir servir à toutes fins utiles, surtout lors du moment délicat que sera nécessairement l'instauration du nouveau pouvoir, qu'elle est ainsi cantonnée, en dehors des combats, et en dehors du contact permanent qu'ont avec la population les combattants de l'intérieur .

Les combattants se méfient de cette armée dont ils qualifient les soldats de planqués, et ils ne comprennent pas qu'ils n'interviennent pas à leurs côtés. Mais c'est tout à fait consciemment que les dirigeants du FLN opèrent cette division. C'est la division qui consiste à fabriquer un appareil d'Etat coupé de la population.

Parallèlement, la direction du FLN commencer à se muer en gouvernement au grand complet. En France c'est seulement maintenant, une fois que le signal du tournant est officiellement annoncé donc par De Gaulle, que les organisations de gauche changent d'attitude. Il faut bien comprendre que se mettre à ce moment-là, et à ce moment-là seulement, à militer pour l'indépendance de l'Algérie, cela revient à jouer de force d'appoint à un De Gaulle qui en a bien besoin, et qui va savoir d'ailleurs en user, pour en imposer aux militaires et aux partisans de l'Algérie française.

En avril, après que De Gaulle l'ait déjà fait lui-même, l'Unef, le syndicat étudiant communiste, réclame des négociations avec le FLN. Le 6 septembre, 121 intellectuels, artistes, professeurs, publient un manifeste qui réclame le "droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie." En octobre 1960, les étudiants de l'Unef décident de leur première manifestation contre la guerre d'Algérie. Interdite par le gouvernement, le PCF et la CGT décident de ne pas y appeler par souci, disent-ils "de préserver l'ordre public". Cette manifestation rassemble 20 000 personnes. Le PC et la CGT auront besoin d'une année supplémentaire pour appeler à leur première manifestation.

LE PUTSCH DES GENERAUX ET LA CONSTITUTION DE L'OAS

Pendant que le PC joue les courses de lenteur, c'est une véritable course de vitesse qui est maintenant engagée entre ceux qui vont jouer un rôle pour l'avenir de l'Algérie. Sur place, les enchères sont montées d'un nouveau cran. Un Front de l'Algérie Française est constitué, en abrégé le FAF. Il organise des troupes de choc dont l'objectif est de tuer toute possibilité de négociation dans l'oeuf, et de creuser un fossé de sang entre les populations. Le FAF pousse la police et l'armée à s'affronter aux Algériens. En décembre 1960, alors que De Gaulle est en tournée en Kabylie, les paras tirent sur une foule de manifestants algériens, faisant 110 morts.

En avril 1961, quatre colonels font un putsch militaire. Parmi eux Challe, que De Gaulle avait nommé. Le putsch s'effondre car l'armée ne suit pas, restant fidèle à De Gaulle. Mais la fuite en avant des ultras ne va plus s'arrêter. C'est une véritable politique folle, de vengeance pure et simple, sans aucun espoir, qui est engagée. Le FAF est remplacé par l'OAS, l'Organisation de l'armée secrète, qui engage la bataille aussi bien en Algérie qu'en métropole, utilisant des complicités dans l'appareil d'Etat aux plus hauts niveaux, avec comme nouvelle cible De Gaulle lui-même.

Au sein du FLN, la lutte pour la répartition des postes au pouvoir s'éternise et devient dangereuse. Le Conseil national de la révolution algérienne se réunit en août 1961 à Tripoli. On s'y dispute les portefeuilles du futur Etat. Ferrat Abbas est destitué. Ben Khedda devient le nouveau président du GPRA. Belkacem Krim, ex-ministre des Affaires étrangères, ministre de l'Intérieur. Boumédiène souhaite faire traîner les négociations : si la guerre se poursuit les maquis seront affaiblis, et cela lui laisse du temps pour renforcer son armée des frontières et préparer la prise du pouvoir dès l'indépendance. Boumédiène essaie aussi de mettre de son côté la Fédération de France du FLN, toujours une grosse source d'argent même si les pays arabes et la Chine commencent à investir dans le FLN.

LA GUERRE RESSURGIT EN METROPOLE

Alors la guerre continue, chacun n'utilisant que ce moyen pour être en meilleure position au moment de la future négociation. Et la guerre atteint Paris. En mars 1961, Papon crée une force spéciale de police contre les Nord-Africains, la force de police auxiliaire, dont le noyau est composé de français originaires d'Algérie. Il suffit d'avoir le teint mat, les cheveux frisés, pour risquer d'être emmené au poste, tabassé, voire torturé dans certains commissariats, avec les méthodes et le matériel d'Algérie. L'OAS commence à s'en prendre aux Algériens en France, multiplie les attentats contre des hôtels. En huit mois 460 Algériens sont tués.

Le GPRA donne l'ordre de ne pas répliquer, pour préserver les négociations. La Fédération de France du FLN passe outre et commence à s'en prendre à des policiers. 11 sont tués d'août à octobre 1961.

La population parisienne passe à travers cette guerre comme à travers les gouttes. On ne voit rien, on n'entend rien. On ne voit pas les rafles contre les "bougnoles" et les "ratons", on ne voit pas que déjà des policiers jettent à la Seine des Algériens ligotés. Mais on lit dans le Monde du 23 septembre : "Le cadavre d'un Algérien dont on ignore encore l'identité a été retiré de la Seine, à Argenteuil. La victime avait les mains liées dans le dos." On n'entend pas non plus les cris de ceux qui sont torturés dans le 13e et dans la Goutte d'Or. Seuls des individus isolés réagissent. Les organisations syndicales et politiques de gauche sont muettes.

17 octobre 1961 : LA MANIFESTATION DU FLN A PARIS ET LE MASSACRE DES ALGERIENS PAR LA POLICE

Le 5 octobre 1961, le ministère de l'Intérieur décrète le couvre feu pour toute la population algérienne de Paris et banlieue. Interdiction de sortir entre 20h30 et 5h30. Il est également interdit de circuler en groupe. Un groupe cela commence à partir de trois personnes. Les cafés fréquentés par les Algériens ont ordre de fermer à 19 heures.

Le FLN décide d'organiser le boycott du couvre feu et appelle à une grande manifestation. Les Algériens ne devront pas être armés, ne pas crier de slogans contre les Français, pas même porter de drapeau national. La date est fixée au 17 octobre au soir et tenue dans le plus grand secret. La police ne l'apprendra que le 17 au matin. Toute la journée, les forces de l'ordre cherchent à empêcher la manifestation, ils arrêtent tous ceux qui leur tombent sous la main. A l'approche de la soirée, malgré tout, de plus en plus d'Algériens se dirigent vers les lieux d'où doivent partir les cortèges. Les cars de la RATP sont réquisitionnés par la police pour les cueillir au sortir des bouches de métro. Vers 19 heures, sur le boulevard Bonne Nouvelle, la police s'attaque à des Algériens regroupés pour la manifestation. Le journal du PCF, "l'Humanité", y a ses locaux. Des manifestants cherchent à s'y réfugier : les grilles sont descendues. D'une fenêtre, un journaliste fait des photos...

Vers 20 heures, un cortège d'Algériens arrive de Nanterre et s'engage sur le Pont de Neuilly. La police charge, bastonne, tire, jette des corps dans la Seine. Le pont est couvert de sang. On dira que c'est celui des policiers blessés. Place de la Concorde, c'est pareil. Ceux qui ne sont pas embarqués dans le bus sont poursuivis, certains tués.

Dans le métro, les Français ont reçu l'ordre de ne monter que dans les dernières rames. Dans les autres la police bastonne, arrête les Algériens. Personne ne réagit ou presque. Le photographe Elie Kagan dont on détient les seules images de cette soirée, voit un jeune militant du PSU, un parti d'extrême gauche, distribuer des tickets de métro pour que les Algériens fuient plus vite. Car les contrôleurs de la RATP poinçonnent toujours consciencieusement les tickets des Algériens en sang qui veulent s'enfuir par le métro.

Toute la nuit et jusqu'au matin le carnage continue. Il y a plus de 200 morts, des dizaines de cadavres jetés dans la Seine, d'autres disparus dans les rafles. Le bilan officiel est de 3 morts dont un français et de 64 blessés côté manifestants. 13 blessés, côtés policiers. Dans "l'Humanité" on lit le lendemain : "Sur ce qu'a été cette tragique soirée d'hier, nous ne pouvons pas tout dire. La censure gaulliste est là. Et l'Humanité tient à éviter la saisie pour que le lecteur soit en tout état de cause informé de l'essentiel." Ce n'est qu'au bout d'une semaine que le journal commence à parler des "corps mystérieux" retrouvés dans la Seine.

L'Etat français a fait à Paris ce qu'il n'est pas parvenu à faire en huit ans en Algérie : instaurer la terreur dans la population algérienne. Il faudra attendre 30 ans pour que des documents soient enfin publiés sur cette répression, avec un livre, celui de Jean Luc Einaudi ("La bataille de Paris, 17 octobre 1961", Seuil), et un film passé à la télévision.

Février 1962 : LA MANIFESTATION DE CHARONNE. QUAND LA GUERRE EST TERMINEE

En février 1962, un attentat de l'OAS qui en est à une dizaine de plasticages par jour, vise André Malraux. Il fait entre autres victimes une petite fille, Delphine Renard. C'est l'occasion d'une grande manifestation, à l'appel de toute la gauche. La police charge, et au métro Charonne, s'acharne, tue 9 personnes. Toutes sont françaises. C'est l'émotion dans tout le pays. Une immense manifestation va répondre, qui est le prélude à la fin de la guerre.

Un mois plus tard, le cessez le feu est signé. Nous sommes en mars 1962. Paris retrouve le calme. Mais en Algérie, le FLN et l'OAS s'affrontent dans les villes. L'OAS brûle, incendie, dynamite les bâtiments administratifs, les centraux téléphoniques, les transformateurs électriques. Il s'agit de ne laisser aux Algériens qu'une terre brûlée. Les Européens terrorisés par les risques de représailles après l'indépendance fuient vers la métropole. Sur le million qu'ils étaient, presque aucun ne reste. C'est aussi l'exode pour les Algériens qui ont combattu avec les Français, les harkis, qui deviendront des parias cantonnés dans des camps, à l'écart des villes.

L'Algérie est saignée d'un million de morts probablement. L'agriculture est en ruine, l'industrie à peu près inexistante en dehors des ports, les gisements de gaz et de pétrole, d'après les accords d'Evian, appartiennent à la France.

LE NOUVEAU POUVOIR S'ETABLIT DANS LE SANG

L'arrivée au pouvoir du FLN se fait elle aussi dans la violence. La proclamation de l'indépendance le 5 juillet 1962 est suivie de deux mois de guerre. Ben Bella s'est allié à Boumediène et, avec l'armée des frontières, engage des combats sanglants avec les groupes de l'intérieur, les chefs de Willaya. Ben Bella devient, en 1963, le président de la République

algérienne démocratique et populaire, qui est aussi décrétée islamique. Deux ans plus tard, il sera victime des mêmes méthodes, et renversé par Boumedienne.

Pour l'heure, la petite bourgeoisie urbaine algérienne se rue sur les maisons les immeubles et les petites entreprises laissées par les Européens, avec la protection du gouvernement provisoire. C'est seulement en octobre 1962 que Ben Bella déclare l'interdiction des transactions sur les biens immobiliers.

Il faut maintenant gouverner le pays, faire tourner l'économie. Les dirigeants FLN ne font pas preuve de beaucoup d'imagination. Ils s'inspirent des mesures d'urgence qu'ont déjà dû prendre bien des pays qui viennent d'acquérir leur indépendance ces dernières années. L'économie détruite et vraiment trop faible n'a une petite chance de décoller que si on supprime les gâchis dûs à la concurrence du fonctionnement capitaliste. Sans compter qu'il faut faire face aux trusts puissants des pays riches. Alors l'Etat décide de nationaliser tous les domaines importants de l'économie, pour les mettre en quelque sorte en couveuse. Et la mode est alors, comme dans bien des pays à travers l'Afrique et l'Asie, de s'appeler "socialistes".

Ben Bella est le premier à parler de socialisme. Un socialisme qui n'est en fait que du capitalisme pour pays pauvre et arrivant bien tard, un siècle après la bagarre, dans le concert mondial de la concurrence économique mondiale. Un capitalisme de fond de poubelle pour pays qu'on a usé et sucé jusque la moelle pour faire la richesse et la puissance de quelques uns, qui jouent de leur longueur d'avance pour maintenir encore l'oppression et l'exploitation.

Boumédiène, qui va rester à la tête de l'Etat de 1965 à 1978 va vouloir faire de ce pays une "grande puissance industrielle". Il nationalise les hydrocarbures et lance la création de grandes entreprises industrielles nationales. De 1973 à 1980, dopée par la rente que lui assure la hausse des prix du pétrole, l'Algérie affiche des taux de croissance impressionnants grâce auxquels Boumédiène peut vanter la grandeur du "modèle algérien" et même affirmer que l'Algérie est entrée dans le "tournant socialiste".

L'ALGERIE TOUJOURS EXPLOITEE ECONOMIQUEMENT ET DOMINEE PAR LES PAYS RICHES

Mais l'illusion de l'indépendance économique que le "socialisme" à la Boumédiène aurait apporté à l'Algérie dure peu. Avec la crise pétrolière, la réalité apparaît toute nue. Et c'est celle d'un pays endetté auprès des grandes banques des puissances impérialistes, dépendant de nouveaux prêts pour maintenir en activité les entreprises achetées clés en main aux grands vendeurs de technologie, qui, on l'a vu, s'étaient préparés dès 1954 à ces nouveaux marchés. Un pays qui de plus, a laissé quasiment à l'abandon l'agriculture et doit importer massivement les produits de première nécessité, au prix de nouveaux endettements.

Les grèves, malgré la répression des organisations politiques et syndicales un tant soit peu contestataires à l'égard du régime, se multiplient. Chadli Bendjedid succède à Boumédiène en 1978. Devant le danger d'explosion sociale, il joue la carte de la démocratisation du régime, annonce la fin du parti unique et promet des élections multipartites. Pour obtenir de nouveaux prêts des grandes banques mondiales, il tourne aussi le dos au socialisme de Boumédiène, commence à privatiser des entreprises et à les ouvrir aux capitaux étrangers. Il s'appuie aussi sur l'Islam, comme discours de remplacement au faux socialisme de son prédécesseur.

Mais la misère est telle que les explosions ont lieu quand même. La plus importante, en 1988, touche toutes les villes d'Algérie, où des jeunes provoquent des émeutes contre le pouvoir en place, alors qu'une vague de grèves touche les plus importantes zones industrielles du pays. La répression aurait fait plus de 1 000 morts. Le mouvement islamiste, favorisé par Chadli pour maintenir la paix sociale, se retourne contre lui. En mai 1991, le Front islamique du salut, le FIS remporte 188 sièges contre 15 au FLN, lors du premier tour des élections législatives. Il n'y aura pas de second tour. Chadli annule les élections, fait arrêter les principaux responsables du FIS. Il doit lui-même démissionner en janvier 1992, après un coup d'Etat militaire.

L'armée au pouvoir tente de se donner une apparence de légitimité en nommant président du Haut Comité d'Etat, l'instance suprême du pouvoir, Mohamed Boudiaf, un des premiers fondateurs du CRUA et du FLN, écarté lors des luttes du pouvoir à l'indépendance. Mais celui-ci est assassiné en juin. Le FIS, à qui l'on a fermé la possibilité d'une arrivée légale au pouvoir est passé à la lutte armée, avec les méthodes apprises du FLN, les maquis, le terrorisme, la peur exercée sur la population, les femmes, les fumeurs, les buveurs d'alcool et les joueurs de domino.

Depuis la guerre civile fait rage. Il y a ces assassinats d'intellectuels, de francophiles, mais aussi d'étrangers pauvres, comme ces deux religieux français assassinés au début du mois de mai 1994 dans la casbah d'Alger où ils avaient décidé de vivre, au milieu et au service des pauvres. Mais il y a aussi une guerre massive entre l'armée et les maquis islamistes, ceux du Groupement islamiste armé (GIA) ou du Mouvement islamiste armé (MIA) (qui trouvent aussi le temps de se faire la guerre entre eux). Une guerre avec des blindés, de l'aviation, des arrestations, des tortures, des exécutions sommaires quotidiennes. Rien que pendant le mois de ramadan, il y aurait eu 1000 morts.

En plus de cette guerre civile, la population algérienne doit supporter les mesures imposées par le FMI et la banque mondiale. La dette de l'Algérie est estimée à plus de 26 milliards de dollars. En 1994, il aurait fallu rembourser rien qu'en intérêts 9,3 milliards de dollars, plus que ce qui rentre en devises dans les caisses algériennes, 8,3 milliards, en majeure partie des ventes du pétrole. Alors le FMI applique les mêmes méthodes qu'en Afrique noire, que dans toutes les ex-colonies à qui l'impérialisme a interdit de se développer et qu'il continue de saigner, d'autant plus implacablement qu'il est lui-même en crise.

En mars 1994, les grands banquiers de ce monde ont obligé le gouvernement algérien à dévaluer sa monnaie de 40 %, ce qui signifie pour les plus pauvres d'être 40 % encore plus pauvres, en achetant 40 % plus chers les produits importés avec l'argent 40 % plus cher emprunté à ces mêmes banques. Sans compter que les produits de base jusqu'alors subventionnés par l'Etat ne le seront plus, sans compter les licenciements, bref tout ce cortège de mesure que le FMI appelle "l'ajustement structurel" et qui consiste à pouvoir extraire le maximum d'argent d'une population déjà exsangue pour le faire rentrer dans les coffres forts des pays riches.

BIBLIOGRAPHIE

Ch.-Robert Ageron : histoire de l'Algérie contemporaine
(PUF, Que sais-je ? n° 400)

collection Lutte ouvrière

*

Yves Courrière : les fils de la Toussaint
(Livre de poche 3748, Fayard)

Yves Courrière : le temps des léopards
(Livre de poche 3749, Fayard)

Yves Courrière : l'heure des colonels
(livre de poche 3750, Fayard)

Yves Courrière : les feux du désespoir
(Livre de poche 3751, Fayard)

Jean-Juc Einaudi : octobre à Paris
(Seuil)

Hervé Hamon, Patrick Rotman : les porteurs de valises
(Seuil, points Histoire H 59)

TABLE DES MATIERES

Une première colonisation en 1830 : des points d'ancrage	2
1841 : l'expédition punitive et la conquête militaire du "père Bugeaud"	3
1848 : bague pour les uns, terres offertes pour les autres, la colonisation capitaliste commence	4
Les colons : des petits bourgeois conquérants qui se croient seuls utiles et indispensables	6
1870 : une Commune insurrectionnelle algérienne	6
De 1870 à 1900, la colonisation s'intensifie en Algérie et s'étend ailleurs	7
Les trusts et le capital financier entrent en scène, un prolétariat se constitue aux colonies	7
La première guerre mondiale, fruit de la course aux colonies	8
La guerre accélère l'histoire : les premiers militants communistes	9
1924, le tournant : la destinée des jeunes partis communistes coloniaux aux mains de la bureaucratie stalinienne	10
1933 : une première rupture entre nationalistes et staliniens	11
1936 : le PCF et le PCA ouvertement nationalistes français et contre l'indépendance algérienne : naissance du PPA	13
Le sentiment national et la politique ouvrière révolutionnaire....	14
La deuxième guerre jette les peuples coloniaux dans les bras des directions nationalistes.	15
Le nationalisme, politique complémentaire de l'impérialisme	16
La guerre puis la soi-disant Libération mettent les Algériens en nombre dans la politique	17
8 mai 1945 : Paris est libéré, Sétif est massacré	17
La répression forge une nouvelle direction de militants nationalistes : le MTLN	19

La préparation de l'insurrection	20
Le 1er novembre 1954 : l'insurrection du FLN	21
L'Etat français prépare la guerre ; les trusts préparent la nouvelle colonisation économique	22
FLN contre MNA : les nationalismes rivaux	24
Un fossé délibérément creusé entre les populations algérienne et européenne	25
Le gouvernement socialiste de Guy Mollet intensifie la guerre	27
Les manifestations des rappelés	27
Les colons et l'armée d'Algérie dictent leur loi à Paris	28
La gauche toute entière complice de la guerre coloniale	29
De Gaulle revient pour résoudre la situation politique inextricable	30
De Gaulle prépare le retrait politique et le maintien de la domination économique	31
De Gaulle commence par démontrer sa détermination sur le plan militaire	32
Le putsch des généraux et la constitution de l'OAS	33
La guerre ressurgit en métropole	34
17 octobre 1961 : la manifestation du FLN à Paris et le massacre des Algériens par la police	34
Février 1962 la manifestation de Charonne, quand la guerre est terminée	35
Le nouveau pouvoir s'établit dans le sang	35
L'Algérie toujours exploitée économiquement et dominée par les pays riches	36
BIBLIOGRAPHIE	38